

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché le

ID : 084-218400166-20230317-2023\_011-DE



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

ANNEE 2023

---

VILLE DE BEDARRIDES

<b>I- REGLEMENTATION .....</b>	<b>9</b>
<b>II – CONTEXTE ECONOMIQUE DU BUDGET 2023.....</b>	<b>3</b>
<b>III- PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES.....</b>	<b>4</b>
<b>IV – BILAN DE L'ANNÉE 2022 .....</b>	<b>7</b>
1. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2022.....	7
1.1 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT.....	8
2. RECETTES FONCTIONNEMENT 2022.....	9
2.1 RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT.....	10
3. DEPENSES INVESTISSEMENT 2022.....	11
3.1 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR HABITANT.....	12
3.2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR SERVICE.....	13
3.3 TRAVAUX EN REGIE PAR BATIMENT.....	15
4. RECETTES INVESTISSEMENT 2022.....	16
4.1 RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR HABITANT.....	17
4.2 PRINCIPALES RECETTES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES EN 2021.....	18
5. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT.....	19
6. BILAN RH.....	20
6.1 PYRAMIDE DES ÂGES.....	20
<b>6.2 STATUT DES EFFECTIFS.....</b>	<b>20</b>
6.3 TAUX D'ABSENTEISME.....	21
6.4 DURÉE MOYENNE EN JOURS DES ARRÊTS PAR TYPOLOGIE :.....	21
6.5 MASSE SALARIALE.....	21
<b>V - EVOLUTION DU BUDGET DE LA COMMUNE de 2017 à 2022 .....</b>	<b>23</b>
<b>VI - ORIENTATIONS DU BUDGET 2022 .....</b>	<b>24</b>
1. EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL.....	24
2. PRINCIPALES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT PREVUES AU BP.....	27
3. PREVISIONS BUDGETAIRES 2023.....	28
<b>VII - STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE .....</b>	<b>29</b>
1. STRUCTURE.....	29

## I- REGLEMENTATION

Dans les communes de plus de 3500 habitants, le vote du budget doit être précédé de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Le DOB permet d'émettre une expression la stratégie financière de la commune avant le vote du budget et de mettre en évidence les contraintes de la commune au regard de sa situation budgétaire.

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est la première étape du cycle budgétaire annuel. Il doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du Budget Primitif de la commune. Il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer le Conseil Municipal sur la situation financière de la commune.

Une délibération spécifique de présentation du débat d'orientation budgétaire permettra de prendre acte de sa tenue et le débat sera relaté dans le compte-rendu de séance.

Dans un délai de 15 jours, il sera mis à disposition du public en Mairie de Bédarrides et le public en sera avisé par affichage et mise en ligne sur les différents supports de communication de la collectivité.

Le présent rapport sert de base à la discussion des orientations du budget de Bédarrides pour l'année à venir et informe les élus sur sa situation financière. Il est communiqué aux membres du Conseil Municipal au moins 5 jours avant la séance.

Après le vote, il est transmis au Préfet et au Président de la Communauté d'Agglomération des Sorgues du Comtat dont Bédarrides est membre.

## II – CONTEXTE ECONOMIQUE DU BUDGET 2023

Début 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a renforcé le renchérissement des prix des matières premières et encore plus du gaz, du fait de l'anticipation de la rupture d'approvisionnement.

La loi de finances pour 2023 s'inscrit dans un contexte économique incertain et dégradé, marqué par une forte inflation qui devrait atteindre son pic au cours du premier semestre.

La croissance, ayant augmenté de 2,6% en 2022, devrait osciller entre -0,3% et +0,8%.

L'inflation qui était de +6,0% en 2022 devrait quant à elle se stabiliser malgré un pic d'inflation qui pourrait atteindre les 7,8% au cours du premier semestre 2023.

Le déficit public atteindra les -5,4% du PIB contre -5,0% en 2022.

Pour 2023, la Loi des Finances(LFI) se dote de plusieurs objectifs, à la fois conjoncturels et structurels :

- Protéger les ménages, les entreprises et les collectivités de la hausse du coût de l'énergie ;
- Financer de manière massive les missions régaliennes de l'Etat (Intérieur, justice, défense) ;
- Préparer l'avenir à travers un investissement marqué sur l'éducation ;
- Maîtriser la dépense publique tout en soutenant la reprise post-Covid et la transition écologique.

Les collectivités locales devront faire face à un choc économique inédit. Le coût du « panier du maire » a augmenté de 7,2% sur les neufs premiers mois de 2022.

- Hausse moyenne de près de 50% pour le prix du carburant ;
- Hausse moyenne de plus de 60% pour le prix du gaz ;
- Hausse de 10,5% des prix dans les travaux publics, avec l'instauration de la rénovation énergétique des bâtiments d'ici 2050 ;
- Hausse de près de 2% de la masse salariale, qui en 2023 absorbera une année pleine de la revalorisation du point d'indice intervenu en juillet 2022.

### III- PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

#### 1 - EVOLUTION DE LA FISCALITE

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives

- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2023 est égale à l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé constatée entre novembre 2021 et novembre 2022.
- La revalorisation atteindra le chiffre inédit de 7,1% en 2023, soit au total 3 milliards d'euros de plus dans le budget des collectivités.
- La revalorisation de 7,1% ne concernera pas les locaux à usage professionnel et commercial, indexés sur un indice départemental d'évolution des loyers lissé sur trois ans, dont l'augmentation devrait être bien inférieure.
- L'article 103 repousse l'actualisation des paramètres d'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels de 2023 à 2025.
- L'article 106 repousse la réforme des valeurs locatives des locaux d'habitation de deux ans, avec le planning suivant :
  - Collecte des loyers en 2025 ;
  - Réunion des commissions locales pour arrêter les nouveaux secteurs et tarifs en 2027 ;
  - Intégration dans les bases d'imposition au 1<sup>er</sup> janvier 2028.

Evolution de la TVA

- Pour 2023, la hausse de TVA avoisinerait 5%, avec de nombreuses incertitudes.

#### 2 – MESURES DIVERSES DE FISCALITE LOCALE

##### Suppression de la CVAE

Historique baisse des impôts dits « de production »

- Suppression de la taxe professionnelle en 2010, remplacée par un panier de nouvelles ressources ;
- 2021 : suppression de la part régionale de la CVAE (9,5 Mds €) ;
- 2021 : division par deux de la valeur locative de TFPB et de CFE des établissements industriels (3,8 Mds €)
- 2023 et 2024 : suppression de la CVAE restante en deux ans, entre 2023 et 2024 (9,5 Mds €)

Quelles catégories de collectivités locales sont concernées ?

- Les départements ;
- Les EPCI (la CVAE représente aujourd'hui 22% de leurs recettes de fonctionnement) ;
- Les communes qui n'appartiennent pas à un EPCI à fiscalité professionnelle unique.

Quelles modalités de compensation ?

Base de compensation : moyenne de 2020-2021-2022 en plus de ce que la collectivité aurait dû percevoir en 2023, en intégrant la hausse de la TVA 2023 (pas d'année « blanche »).

Ressource de compensation : octroi d'une fraction de TVA nationale.

Modalité de répartition : territorialisée pour le bloc communal, uniforme pour les départements.

##### La fiscalité locale dans les zones en pénurie de logements

Articles 73 et 74 de la Loi de finances pour 2023

Taxe sur les logements vacants : la TLV est applicable de plein droit dans les communes situées en zones tendues, dont le nombre va augmenter en 2023 du fait d'une redéfinition de ces zones. Son produit est affecté au budget de l'Etat. La Loi de finances pour 2023 augmente le taux de la TLV, qui passera à 17% la première année et à 34% la seconde.

Taxe d'habitation sur les logements vacants : la THLV peut être mise en place de manière facultative par toutes les communes qui ne sont pas situées en zone tendue. Son produit est affecté au budget de la commune.

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : la TH sur les résidences secondaires continue de s'appliquer de plein droit sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les communes situées en zone tendue peuvent décider de majorer la cotisation de TH sur les résidences secondaires, d'un pourcentage compris entre 5% et 60%.

### 3 – EVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

#### Evolution et répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement (article 195)

La DGF totale mise en répartition augmentera de 320 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 1,7% de l'enveloppe, hausse toutefois inférieure au taux d'inflation prévisionnel.

- + 200 millions d'euros pour la dotation de solidarité rurale (+10,5% par rapport à 2022) ;
- + 90 millions d'euros pour la dotation de solidarité urbaine (+3,5% par rapport à 2022) ;
- + 30 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité (+1,8% par rapport à 2022).

La Loi de finances pour 2023 acte la suppression de l'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes en 2023.

En 2023, 95% des collectivités devraient voir leur DGF maintenue ou augmentée par rapport à 2022.

#### Modifications sur le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (article 195)

1/ La Loi de finances pour 2023 supprime l'exclusion d'éligibilité au FPIC pour les ensembles intercommunaux disposant d'un effort fiscal agrégé inférieur à 1.

- Le FPIC est un fonds de péréquation horizontal avec des ensembles intercommunaux « contributeurs » et des ensembles intercommunaux « bénéficiaires ».
- Le bénéfice du FPIC répond à une double condition :
  - faire partie des 745 premiers ensembles intercommunaux classés selon un indice synthétique composé du potentiel fiscal agrégé, du revenu et de l'effort fiscal agrégé.
  - disposer d'un effort fiscal agrégé supérieur à 1.
- La réforme des indicateurs financiers et fiscaux a modifié le calcul de l'effort fiscal agrégé, tendant à le faire diminuer mécaniquement.
- Afin d'éviter que de trop nombreux ensembles intercommunaux soient exclus du bénéfice du FPIC, la condition d'exclusion liée à l'effort fiscal est supprimée.

2/ En cas de perte d'éligibilité au FPIC, une garantie dégressive est instituée, égale à 90% la première année, puis 70% la deuxième, 50% la troisième et 25% la quatrième.

### 4 – LES DISPOSITIFS D'AIDE FACE AU CHOC ENERGETIQUE

Le maintien d'un « bouclier tarifaire » sur l'électricité et la création d'un « amortisseur électricité »

#### **Bouclier tarifaire pour les « petites collectivités » :**

Le gouvernement reconduit le bouclier tarifaire pour les petites collectivités bénéficiant de tarifs réglementés de vente d'électricité.

La collectivité doit avoir :

- Moins de 10 agents en équivalents temps plein
- Moins de 2 millions d'euros de recettes de fonctionnement
- Avoir une puissance souscrite inférieure ou égale à 36kVa

Pour 2023, la hausse des tarifs sera limitée à 15%.

#### **Amortisseur électricité :**

Le Gouvernement met en place un dispositif destiné aux collectivités ne bénéficiant pas du bouclier tarifaire, leur permettant d'amortir leur facture d'électricité en 2023.

Pour ces collectivités, l'Etat prendra en charge 50% du surcoût de l'électricité au regard d'un tarif de référence fixé à 180€/MWh jusqu'à un prix plafond fixé à 500€/MWh.

Ce mécanisme sera automatique, sans instruction ni dossier préalable et vise à diminuer les factures d'électricité des collectivités de 20 à 25% en moyenne.

La mise en place d'un « filet de sécurité » pour 2023.

Le filet de sécurité « version 2023 » bénéficiera aux communes, EPCI, départements et régions. Pour être éligibles, les communes et EPCI devront avoir un potentiel financier / fiscal par habitant inférieur au double de la moyenne de leur strate / catégorie d'appartenance, et subir une baisse de leur épargne brute supérieure à 15% en 2023 par rapport à 2022.

La dotation sera égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain entre 2023 et 2022 et 50% de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022. Les collectivités concernées pourront demander le versement d'un acompte avant novembre 2023.

### **La création du Fonds vert à hauteur de 2 milliards d'euros :**

Ce fonds soutient notamment la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels...) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Les crédits du fonds vert sont déconcentrés aux préfets à qui il appartient, dès janvier 2023, de sélectionner les projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés.

## **5 – ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA COMMUNE**

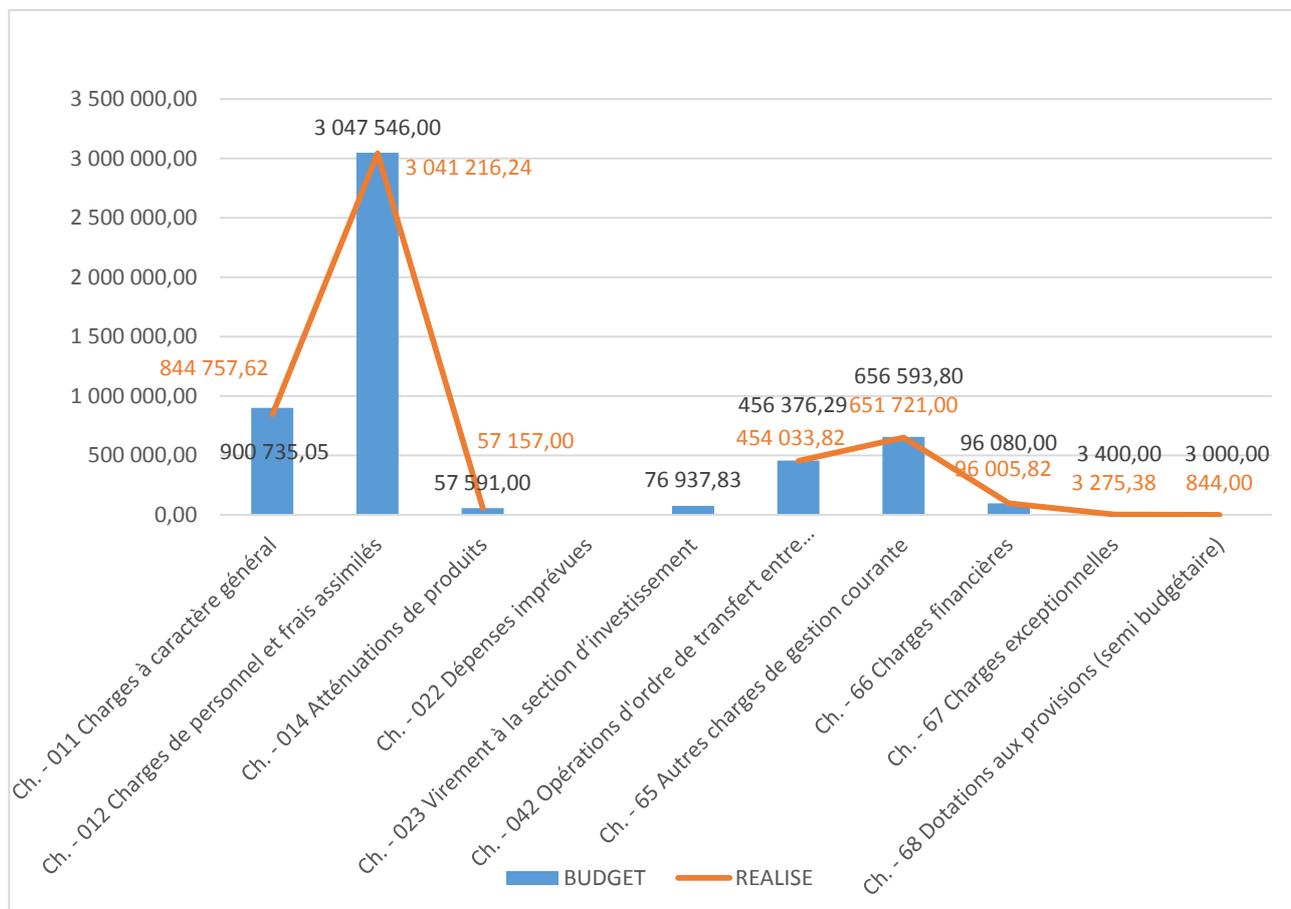
La collectivité, face à la hausse des prix, ne s'interdit pas de procéder à l'inscription de plusieurs orientations notamment les suivantes :

- Revalorisation des tarifs (restauration scolaire, périscolaire, occupation du domaine public,...)
- Maitrise du fonctionnement
- Levier des impôts
- Maitrise du programme d'investissement
- Maitrise de l'endettement

## IV – BILAN DE L'ANNÉE 2022

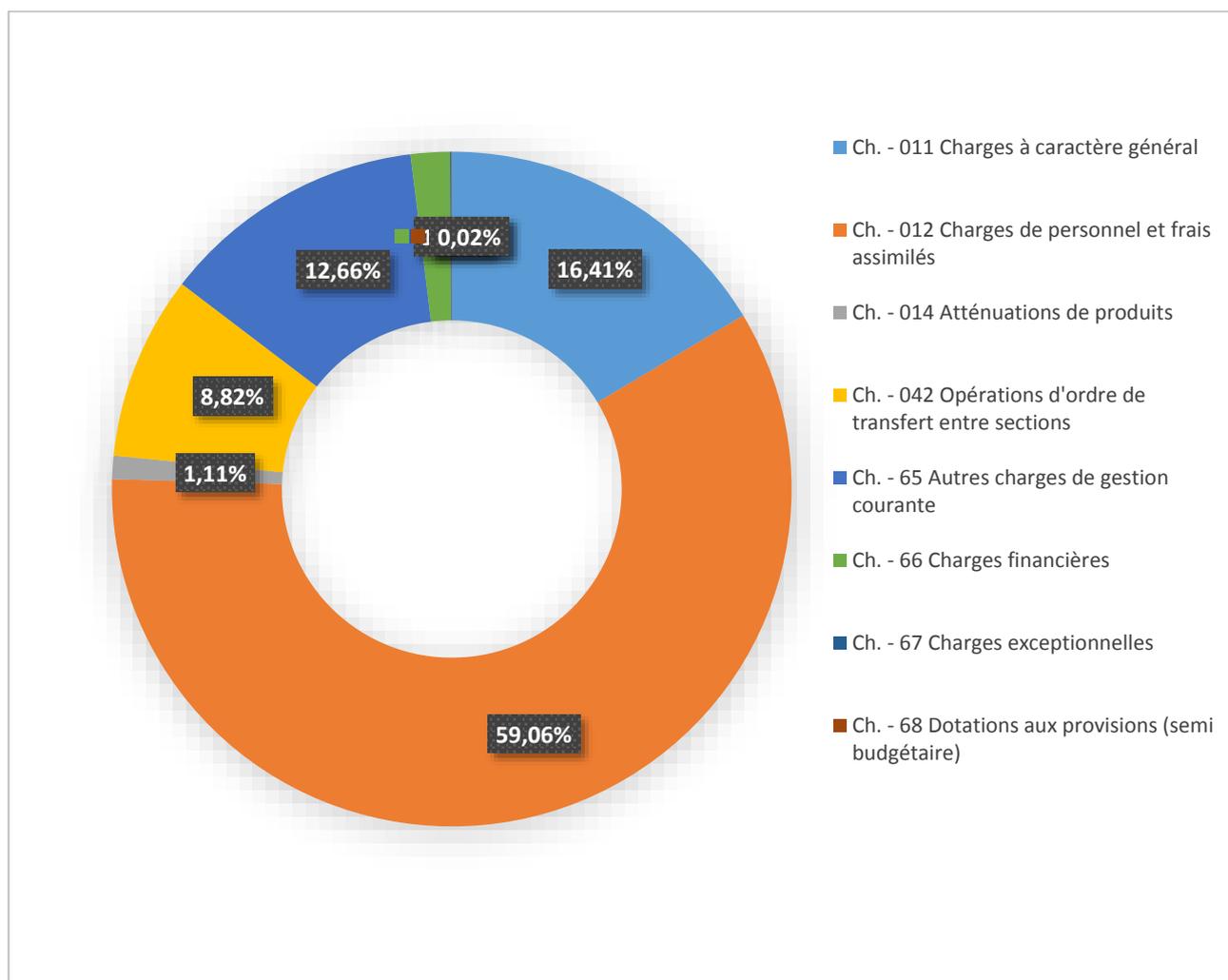
### 1. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2022

	BUDGET	REALISE
Ch. - 011 Charges à caractère général	900 735,05	844 757,62
Ch. - 012 Charges de personnel et frais assimilés	3 047 546,00	3 041 216,24
Ch. - 014 Atténuations de produits	57 591,00	57 157,00
Ch. - 022 Dépenses imprévues		
Ch. - 023 Virement à la section d'investissement	76 937,83	
Ch. - 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	456 376,29	454 033,82
Ch. - 65 Autres charges de gestion courante	656 593,80	651 721,00
Ch. - 66 Charges financières	96 080,00	96 005,82
Ch. - 67 Charges exceptionnelles	3 400,00	3 275,38
Ch. - 68 Dotations aux provisions (semi budgétaire)	3 000,00	844,00
<b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT 2022</b>	<b>5 298 259,97</b>	<b>5 149 010,88</b>



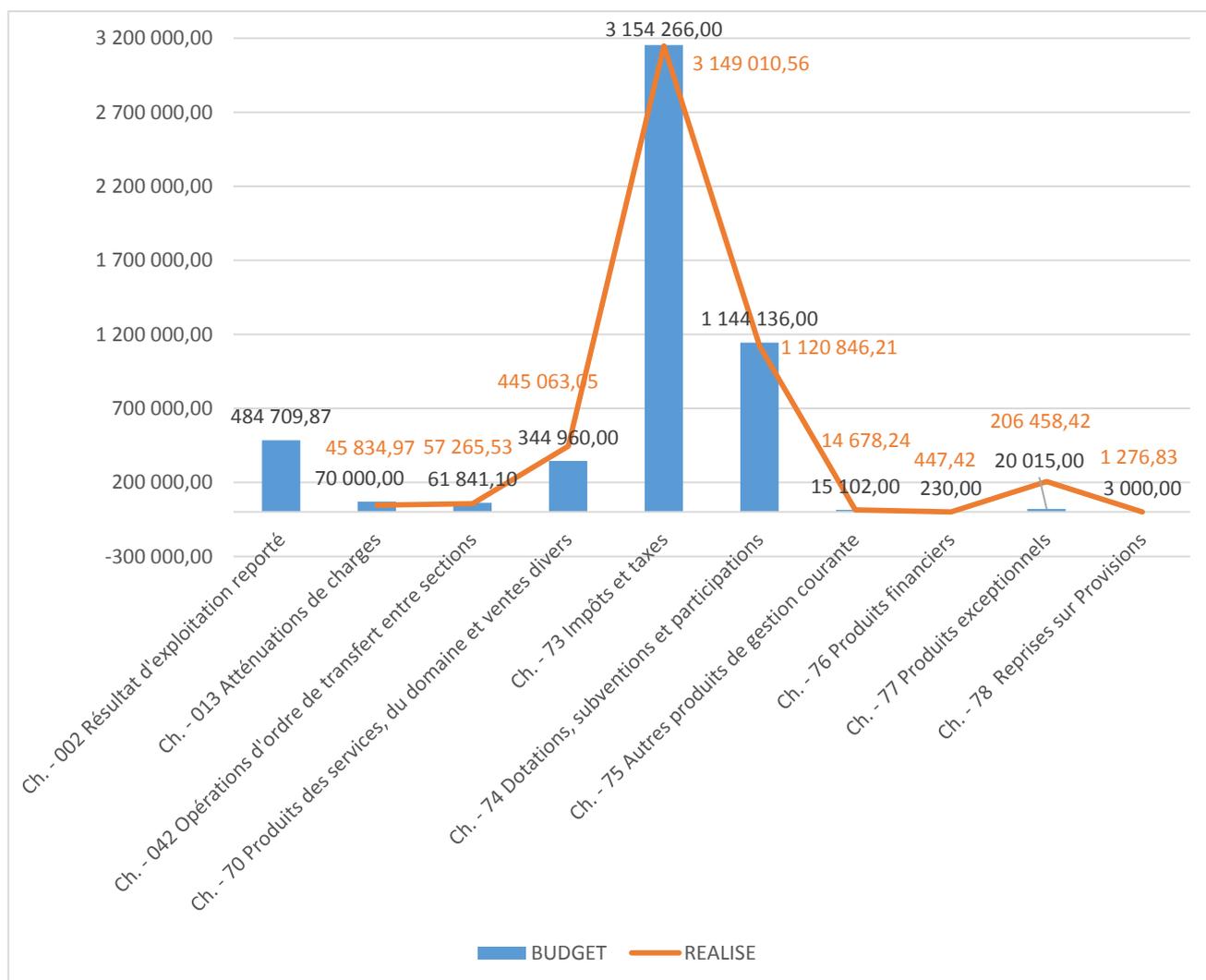
## 1.1 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT

	REALISE	DEPENSES PAR HABITANT
Ch. - 011 Charges à caractère général	844 757,62	156,67 €
Ch. - 012 Charges de personnel et frais assimilés	3 041 216,24	564,02 €
Ch. - 014 Atténuations de produits	57 157,00	10,60 €
Ch. - 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	454 033,82	84,21 €
Ch. - 65 Autres charges de gestion courante	651 721,00	120,87 €
Ch. - 66 Charges financières	96 005,82	17,81 €
Ch. - 67 Charges exceptionnelles	3 275,38	0,61 €
Ch. - 68 Dotations aux provisions (semi budgétaire)	844,00	0,16 €
<b>TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT 2022</b>	<b>5 149 010,88</b>	<b>954,94 €</b>



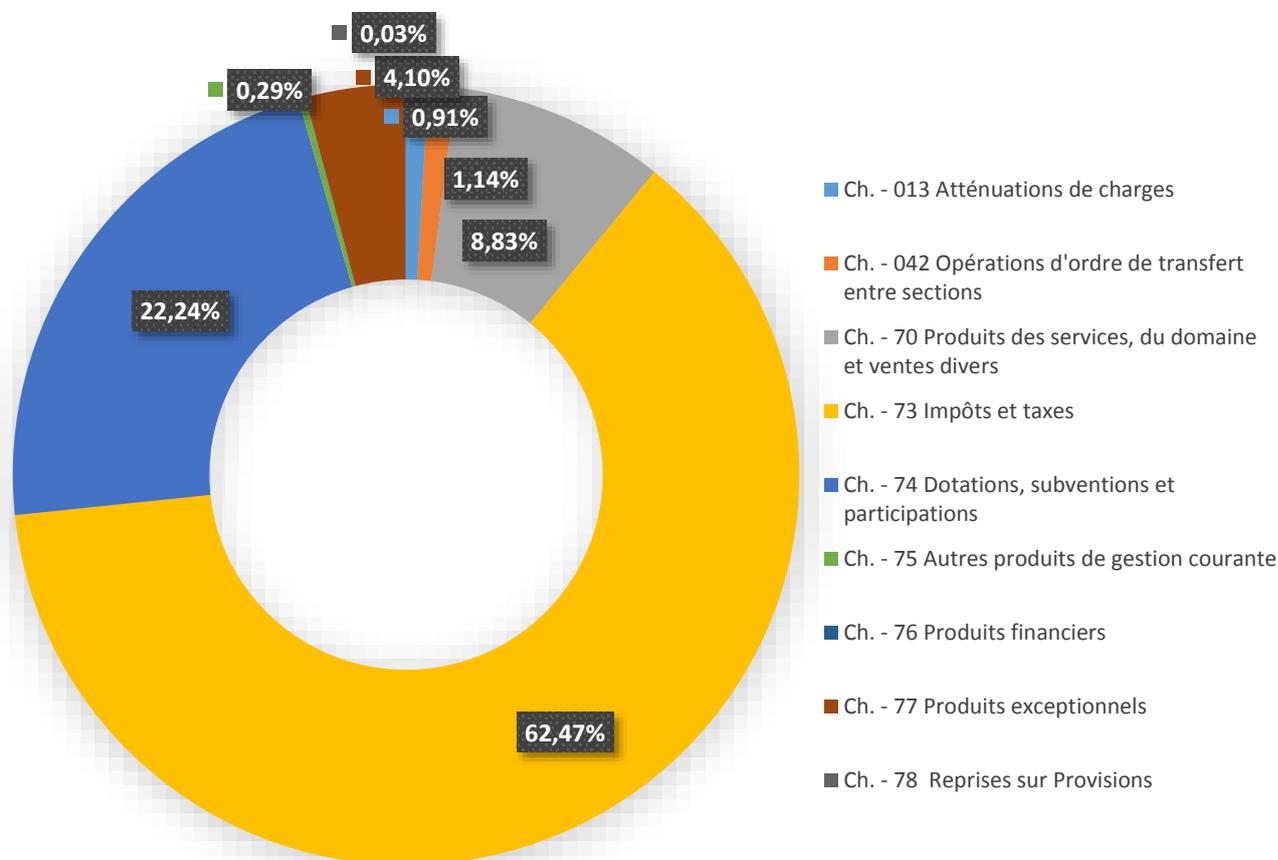
## 2. RECETTES FONCTIONNEMENT 2022

	BUDGET	REALISE
Ch. - 002 Résultat d'exploitation reporté	484 709,87	
Ch. - 013 Atténuations de charges	70 000,00	45 834,97
Ch. - 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	61 841,10	57 265,53
Ch. - 70 Produits des services, du domaine et ventes divers	344 960,00	445 063,05
Ch. - 73 Impôts et taxes	3 154 266,00	3 149 010,56
Ch. - 74 Dotations, subventions et participations	1 144 136,00	1 120 846,21
Ch. - 75 Autres produits de gestion courante	15 102,00	14 678,24
Ch. - 76 Produits financiers	230,00	447,42
Ch. - 77 Produits exceptionnels	20 015,00	206 458,42
Ch. - 78 Reprises sur Provisions	3 000,00	1 276,83
<b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT 2022</b>	<b>5 298 259,97</b>	<b>5 040 881,23</b>



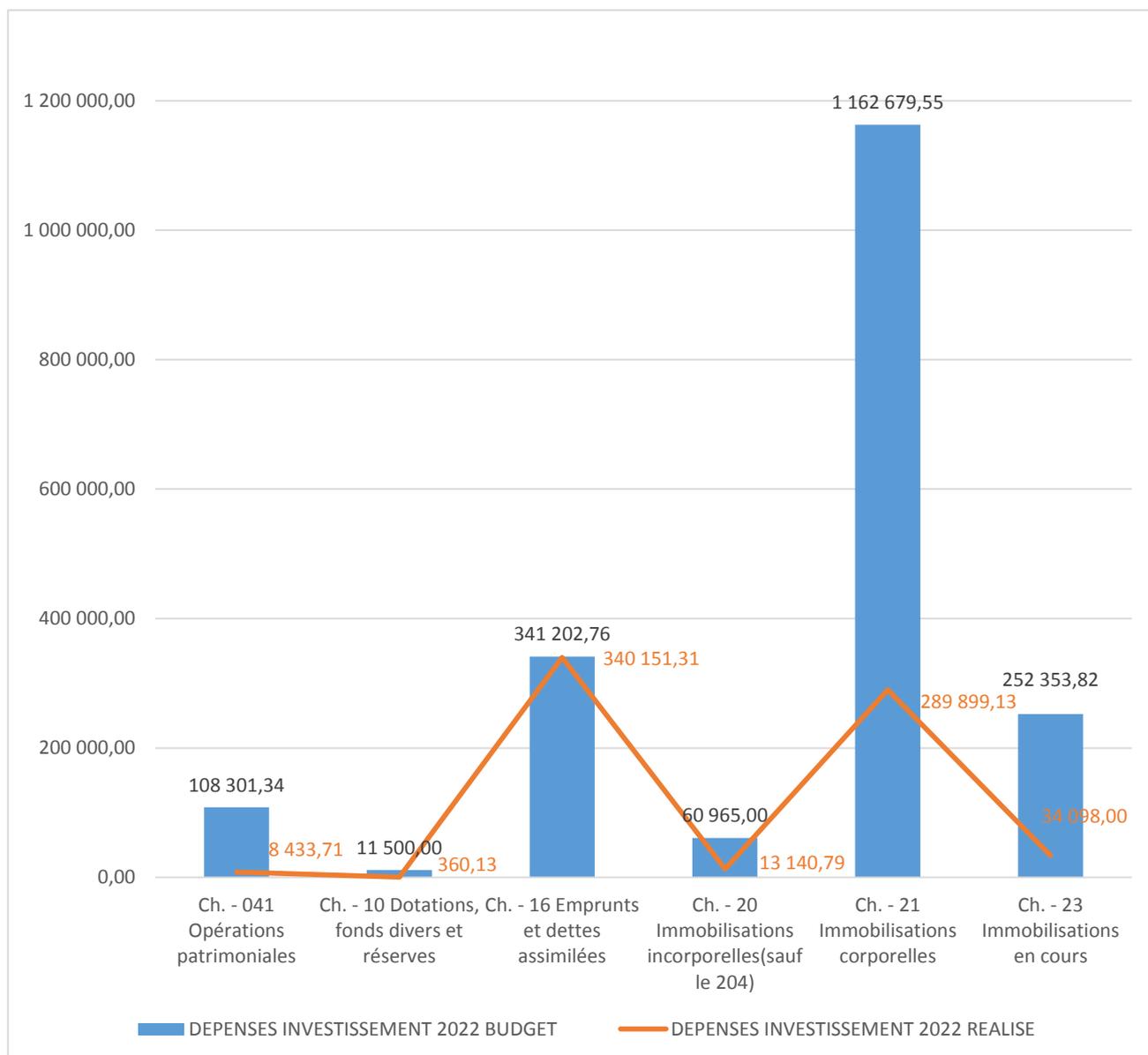
## 2.1 RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR HABITANT

	REALISE	RECETTES PAR HABITANTS
		5392
Ch. - 002 Résultat d'exploitation reporté		
Ch. - 013 Atténuations de charges	45 834,97	8,50
Ch. - 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections	57 265,53	10,62
Ch. - 70 Produits des services, du domaine et ventes divers	445 063,05	82,54
Ch. - 73 Impôts et taxes	3 149 010,56	584,02
Ch. - 74 Dotations, subventions et participations	1 120 846,21	207,87
Ch. - 75 Autres produits de gestion courante	14 678,24	2,72
Ch. - 76 Produits financiers	447,42	0,08
Ch. - 77 Produits exceptionnels	206 458,42	38,29
Ch. - 78 Reprises sur Provisions	1 276,83	0,24
<b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT 2022</b>	<b>5 040 881,23</b>	<b>934,88</b>



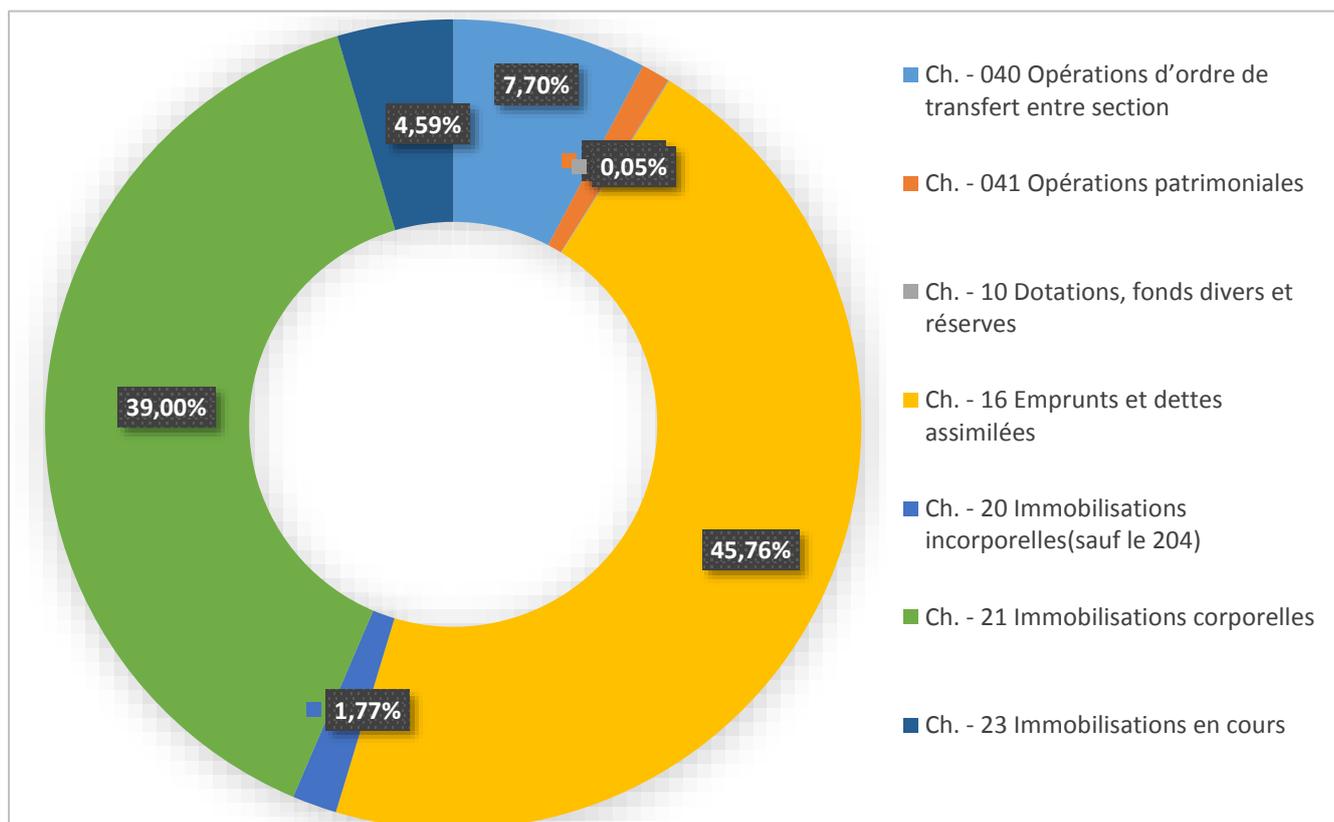
### 3. DEPENSES INVESTISSEMENT 2022

	BUDGET	REALISE
Ch. - 040 Opérations d'ordre de transfert entre section	61 841,10	57 265,53
Ch. - 041 Opérations patrimoniales	108 301,34	8 433,71
Ch. - 10 Dotations, fonds divers et réserves	11 500,00	360,13
Ch. - 16 Emprunts et dettes assimilées	341 202,76	340 151,31
Ch. - 20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	60 965,00	13 140,79
Ch. - 21 Immobilisations corporelles	1 162 679,55	289 899,13
Ch. - 23 Immobilisations en cours	252 353,82	34 098,00
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT 2022</b>	<b>1 998 843,57</b>	<b>743 348,60</b>



### 3.1 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR HABITANT

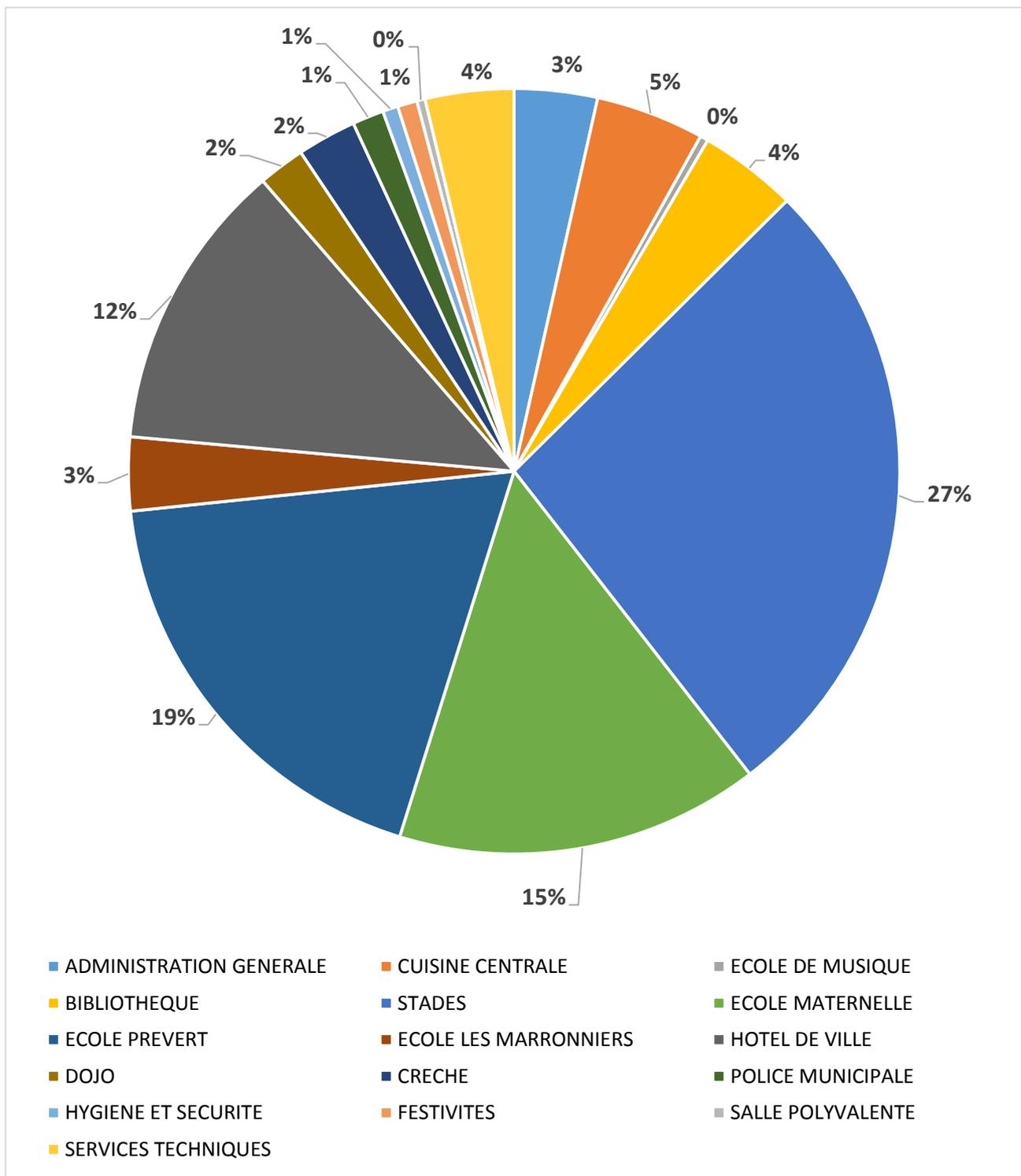
	REALISE	DEPENSES PAR HABITANT
		5392
Ch. - 040 Opérations d'ordre de transfert entre section	57 265,53	10,62
Ch. - 041 Opérations patrimoniales	8 433,71	1,56
Ch. - 10 Dotations, fonds divers et réserves	360,13	0,07
Ch. - 16 Emprunts et dettes assimilées	340 151,31	63,08
Ch. - 20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	13 140,79	2,44
Ch. - 21 Immobilisations corporelles	289 899,13	53,76
Ch. - 23 Immobilisations en cours	34 098,00	6,32
<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT 2022</b>	<b>743 348,60</b>	<b>137,86</b>



### 3.2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR SERVICE

SERVICE	OPERATIONS	MONTANT TTC	TOTAL TTC
ADMINISTRATION GENERALE	OPERATIONS CIMETIERE	<b>3 572,00 €</b>	<b>11 744,79 €</b>
	SONORISATION PORTABLE		
	REFECTION DU CLIMATISEUR POLICE		
	PLAQUE COMMEMORATIVE		
	4 PORTES EN GRANIT		
	POSE DE L'ENSEMBLE DES FENETRES	768,00 €	
	LOGICIELS JVS	7 404,79 €	
CUISINE CENTRALE	MATERIELS DE CUISINE	15 346,80 €	15 346,80 €
ECOLE DE MUSIQUE	ETUDES SUR TOITURE	1 140,00 €	1 140,00 €
BIBLIOTHEQUE	REFECTION DE LA FACADE	12 009,60 €	13 932,59 €
	LIVRES	1 922,99 €	
STADES	MATERIELS	3 616,74 €	91 111,72 €
	OUTILLAGES	1 085,26 €	
	MITIJEUR	1 115,10 €	
	CHAUFFE EAU	1 680,42 €	
	CHANGEMENT AMPOULES POTEAU STADE FOOTBALL	1 392,00 €	
	ETUDES DES TRIBUNES RUGBY	3 456,00 €	
	TRIBUNE RUGBY	50 869,20 €	
	ACQUISITION ET POSE CLOTURE STADE DE FOOTBALL	27 897,00 €	
ECOLE MATERNELLE	REFECTION AIRE DE JEUX	33 033,60 €	51 456,38 €
	CLIMATISEURS	17 282,78 €	
	ETUDES PROJET SUR TOITURE	1 140,00 €	
ECOLE PREVERT	MOBILIERS OUVERTURE DE CLASSE	4 927,82 €	62 502,40 €
	BANQUE POUR DISTRIBUTION REPAS	39 346,32 €	
	CLIMATISEURS- PANNEAUX-VIDEO PROJETEUR	18 228,26 €	
ECOLE LES MARRONNIERS	POSE DE CLIMATISEURS	10 485,38 €	10 485,38 €
HOTEL DE VILLE	REFECTION DES FENETRES	34 098,00 €	41 340,33 €
	MATERIEL INFORMATIQUE ET MOBILIER	5 079,61 €	
		2 162,72 €	
DOJO	DOJO	6 633,36 €	6 633,36 €
CRECHE	MOBILIER POUR LA CRECHE	3 411,12 €	8 378,12 €
	LAVE LINGE PROFESSIONNEL	4 818,00 €	
	FRIGO TOP PAI	149,00 €	
POLICE MUNICIPALE	COMPLEMENT SERIGRAPHIE	1 013,64 €	4 447,63 €
	VIDEO PROTECTION+GILETS	1 051,99 €	
		2 382,00 €	
HYGIENE ET SECURITE	PURIFICATEURS D'AIR	2 174,71 €	2 174,71 €
	DEFIBRILATEURS		
FESTIVITES	5 BARNUMS	2 772,47 €	2 772,47 €

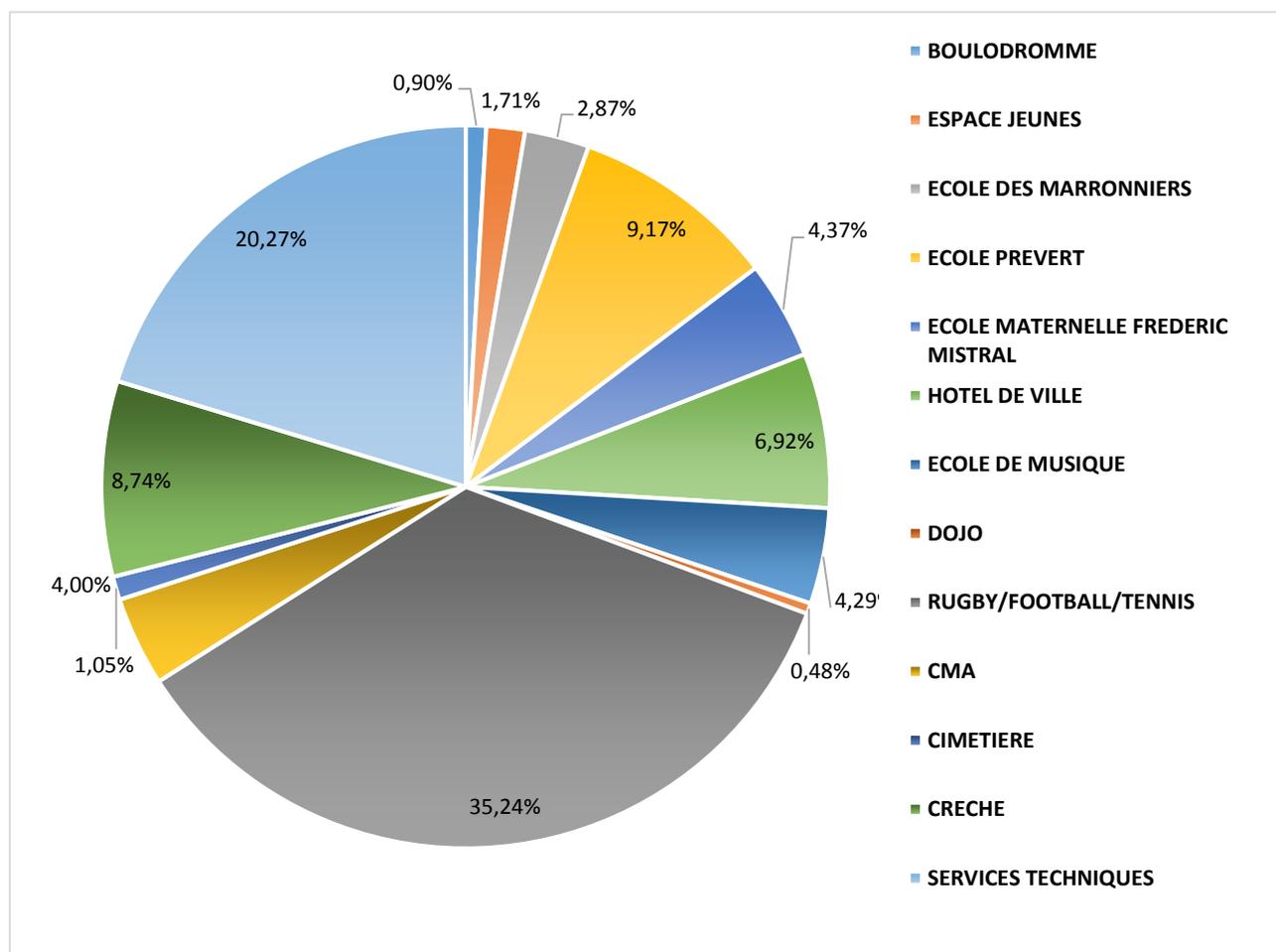
<b>SALLE POLYVALENTE</b>	DESEMBOUCHAGE CIRCUIT CHAUFFAGE	1 160,00 €	1 160,00 €
<b>SERVICES TECHNIQUES</b>	REMPLECT CENTRALE ALARME	4 795,20 €	12 511,24 €
		4 519,24 €	
		1 320,00 €	
		1 876,80 €	
<b>DEPENSES INVESTISSEMENT 2022</b>		<b>337 137,92 €</b>	<b>337 137,92 €</b>



### 3.3 TRAVAUX EN REGIE PAR BATIMENT

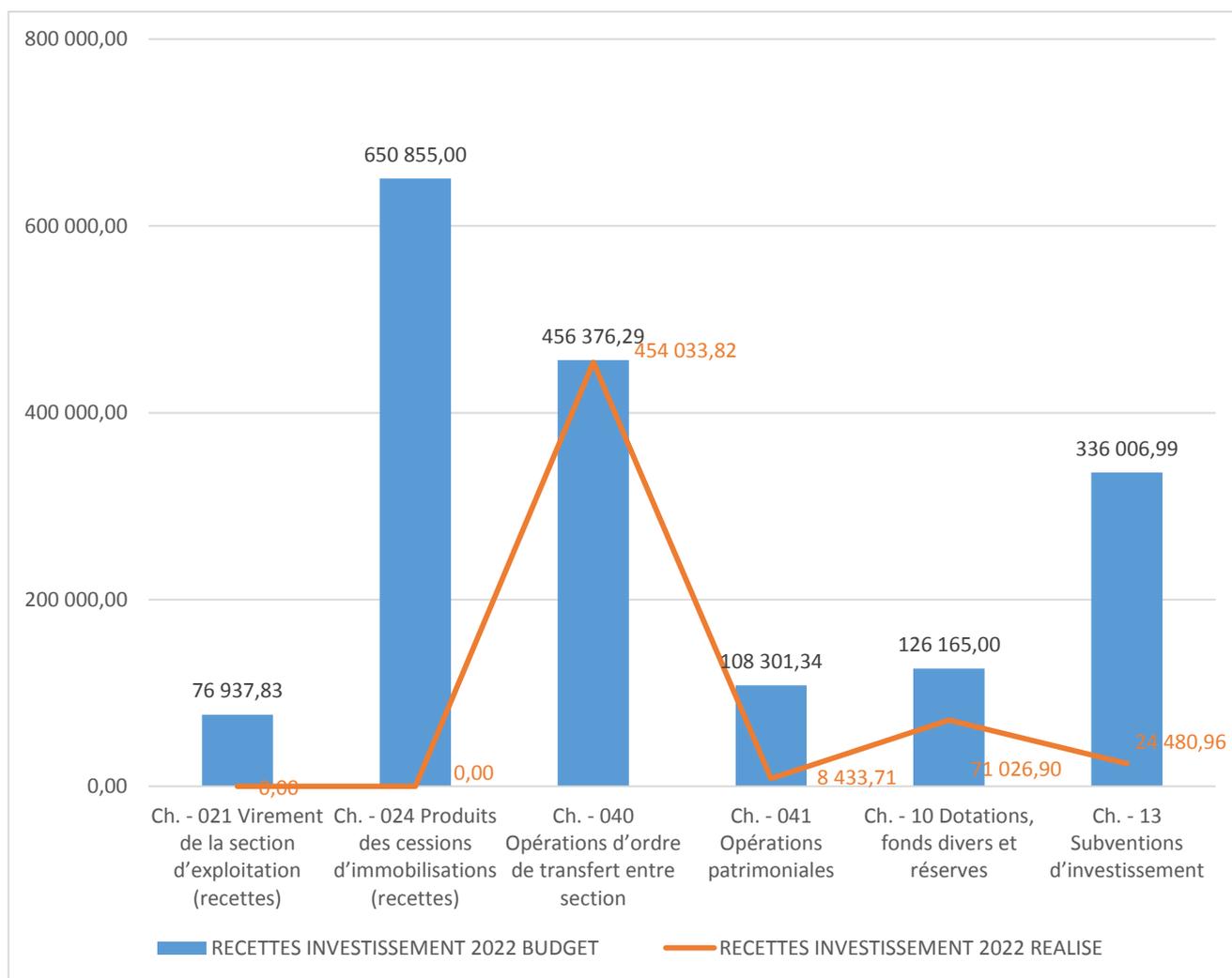
	ANNEE 2021	ANNEE 2022
BOULODROMME	1 508,17	474,64
ESPACE JEUNES	0,00	899,39
PMI	536,20	0,00
ECOLE LES MARRONNIERS	2 526,03	1 507,90
ECOLE J.PREVERT	4 211,92	4 822,99
ECOLE MATERNELLE	4 259,83	2 301,91
HOTEL DE VILLE	505,82	3 643,45
ECOLE DE MUSIQUE	311,53	2 256,55
DOJO	70,35	251,41
RUGBY/FOOTBALL/TENNIS	5 780,76	18 542,87
CMA	3 271,41	2 102,95
CIMETIERE	444,64	550,50
CRECHE	72,14	4 596,32
SERVICES TECHNIQUES	2 757,09	10 664,63
<b>TOTAL TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>26 255,89</b>	<b>52 615,51</b>

	2021	2022
FOURNITURES	19 678,15	39 816,09
CHARGES DE PERSONNEL	6 577,74	12 799,42
<b>TOTAL TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>26 255,89</b>	<b>52 615,51</b>



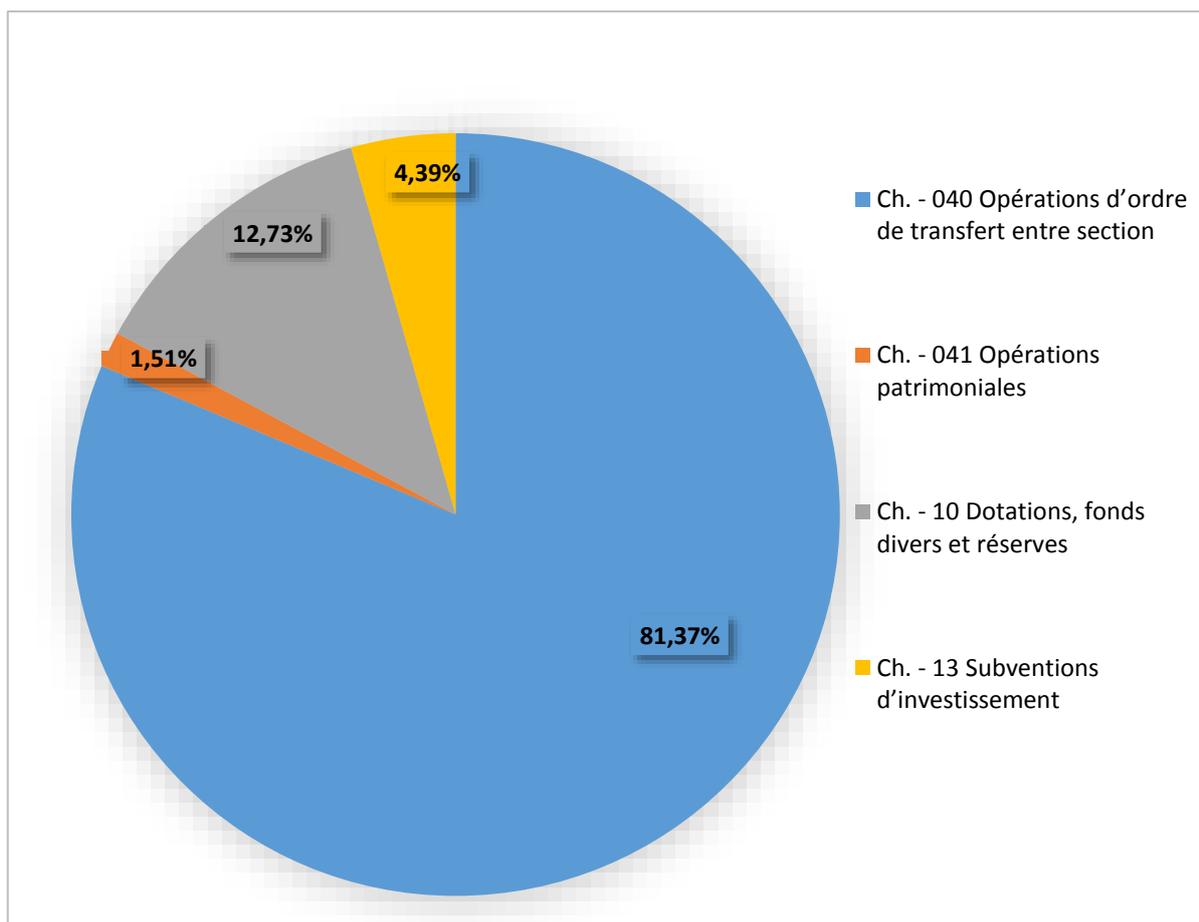
#### 4. RECETTES INVESTISSEMENT 2022

	BUDGET	REALISE
Ch. - 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	244 201,12	0,00
Ch. - 021 Virement de la section d'exploitation (recettes)	76 937,83	0,00
Ch. - 024 Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	650 855,00	0,00
Ch. - 040 Opérations d'ordre de transfert entre section	456 376,29	454 033,82
Ch. - 041 Opérations patrimoniales	108 301,34	8 433,71
Ch. - 10 Dotations, fonds divers et réserves	126 165,00	71 026,90
Ch. - 13 Subventions d'investissement	336 006,99	24 480,96
<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT 2022</b>	<b>1 998 843,57</b>	<b>557 975,39</b>



#### 4.1 RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR HABITANT

	REALISE	RECETTES PAR HABITANT
		5392
Ch. - 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-	-
Ch. - 021 Virement de la section d'exploitation (recettes)	-	-
Ch. - 024 Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	-	-
Ch. - 040 Opérations d'ordre de transfert entre section	454 033,82	84,21
Ch. - 041 Opérations patrimoniales	8 433,71	1,56
Ch. - 10 Dotations, fonds divers et réserves	71 026,90	13,17
Ch. - 13 Subventions d'investissement	24 480,96	4,54
<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT 2022</b>	<b>557 975,39</b>	<b>103,48</b>

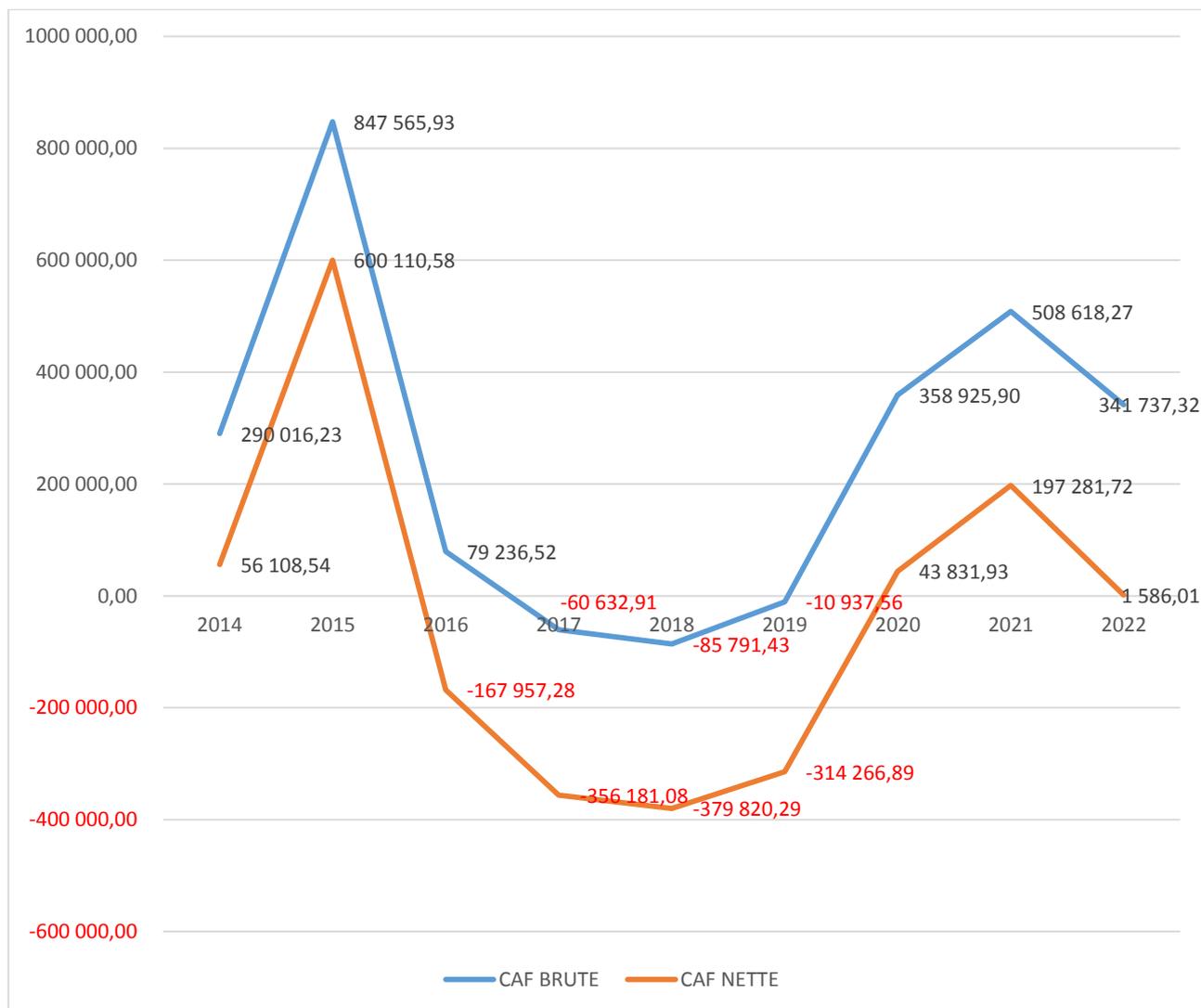


*4.2 PRINCIPALES RECETTES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES EN 2021*

<b>ORGANISME</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT</b>	<b>TOTAL</b>
FIPD 2022	Equipement gilets pare-balles	500,00	500,00
DETR 2020	Pose fenêtres Hôtel de Ville	5 250,00	5 250,00
DETR 2021	Logiciel Portail Famille	4 278,64	4 278,64
PREFECTURE	Capteurs CO2	2 174,71	2 174,71
FIPD 2021	Vidéoprotection	2 742,00	2 742,00
DETR 2021	Vidéoprotection	5 347,20	5 347,20
CAF 2021	Logiciel Portail Famille	2 957,00	2 957,00
FIPHFP	Adaptation poste de travail	1 231,41	1 231,41
RECETTES REALISEES DES OPERATIONS SUBVENTIONNABLES			<b>24 480,96</b>
FCTVA		18 744,69	
TAXE AMENAGEMENT		52 282,21	
AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT			<b>71 026,90</b>

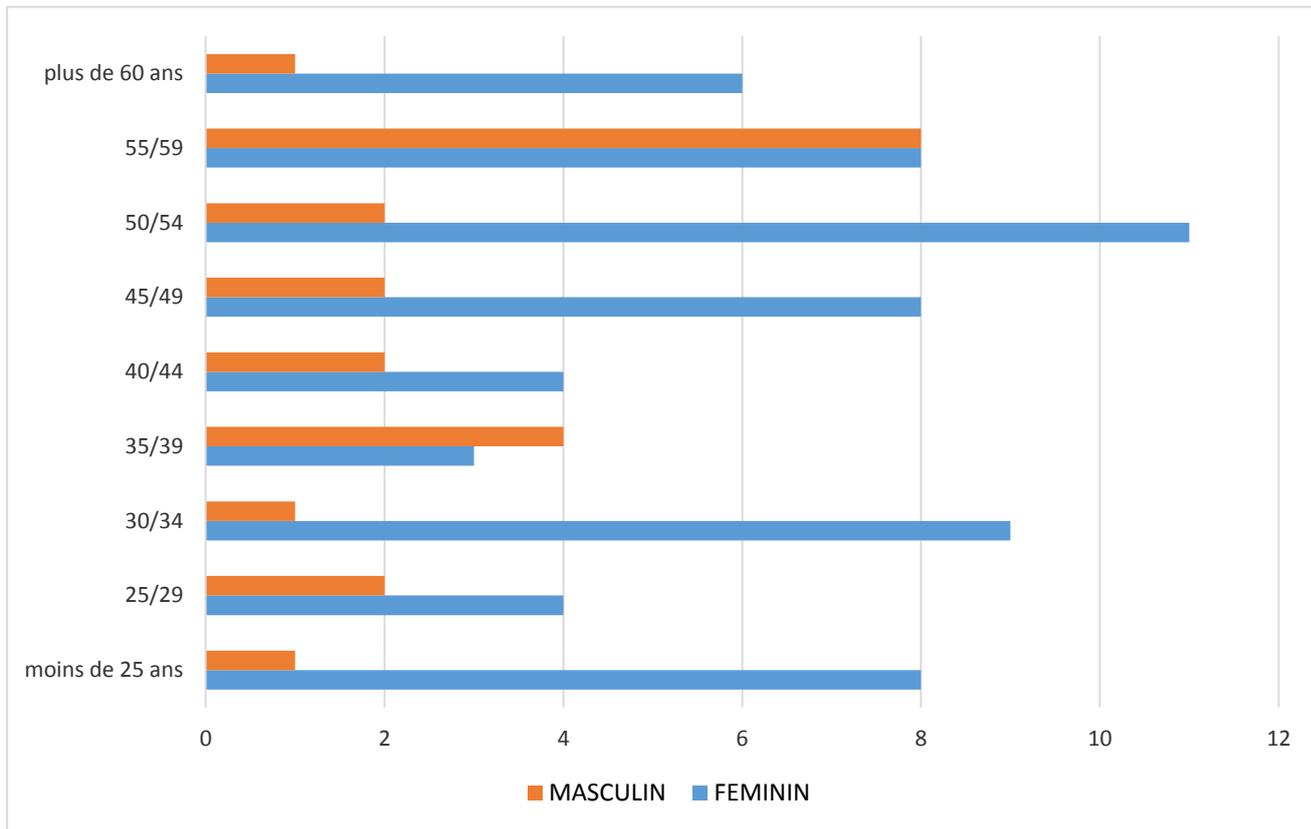
5. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>CAF BRUTE</b>	290 016,23	847 565,93	79 236,52	-60 632,91	-85 791,43	-10 937,56	358 925,90	508 618,27	341 737,32
<b>CAF NETTE</b>	56 108,54	600 110,58	-167 957,28	-356 181,08	-379 820,29	-314 266,89	43 831,93	197 281,72	1 586,01

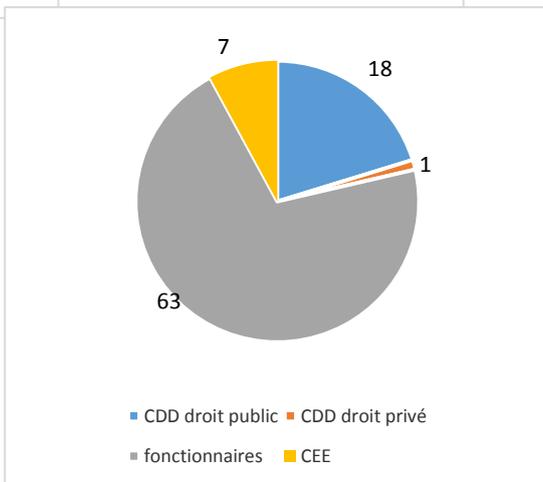
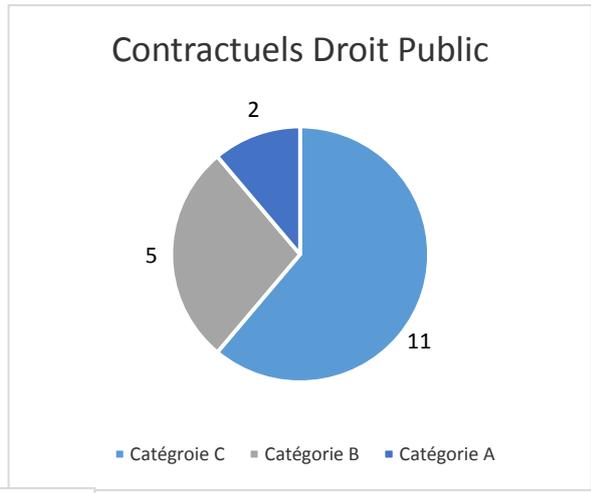
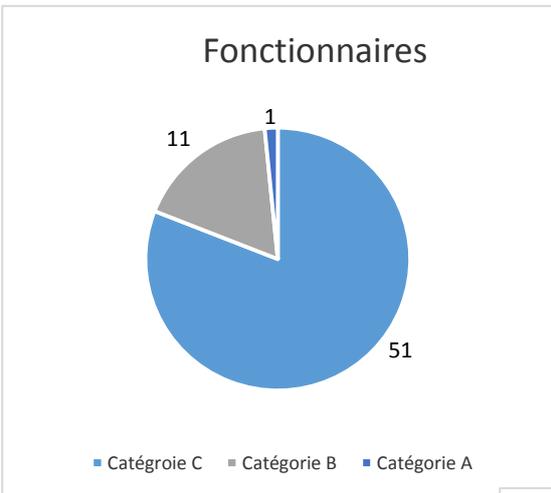


6. BILAN RH

6.1 PYRAMIDE DES ÂGES



6.2 STATUT DES EFFECTIFS



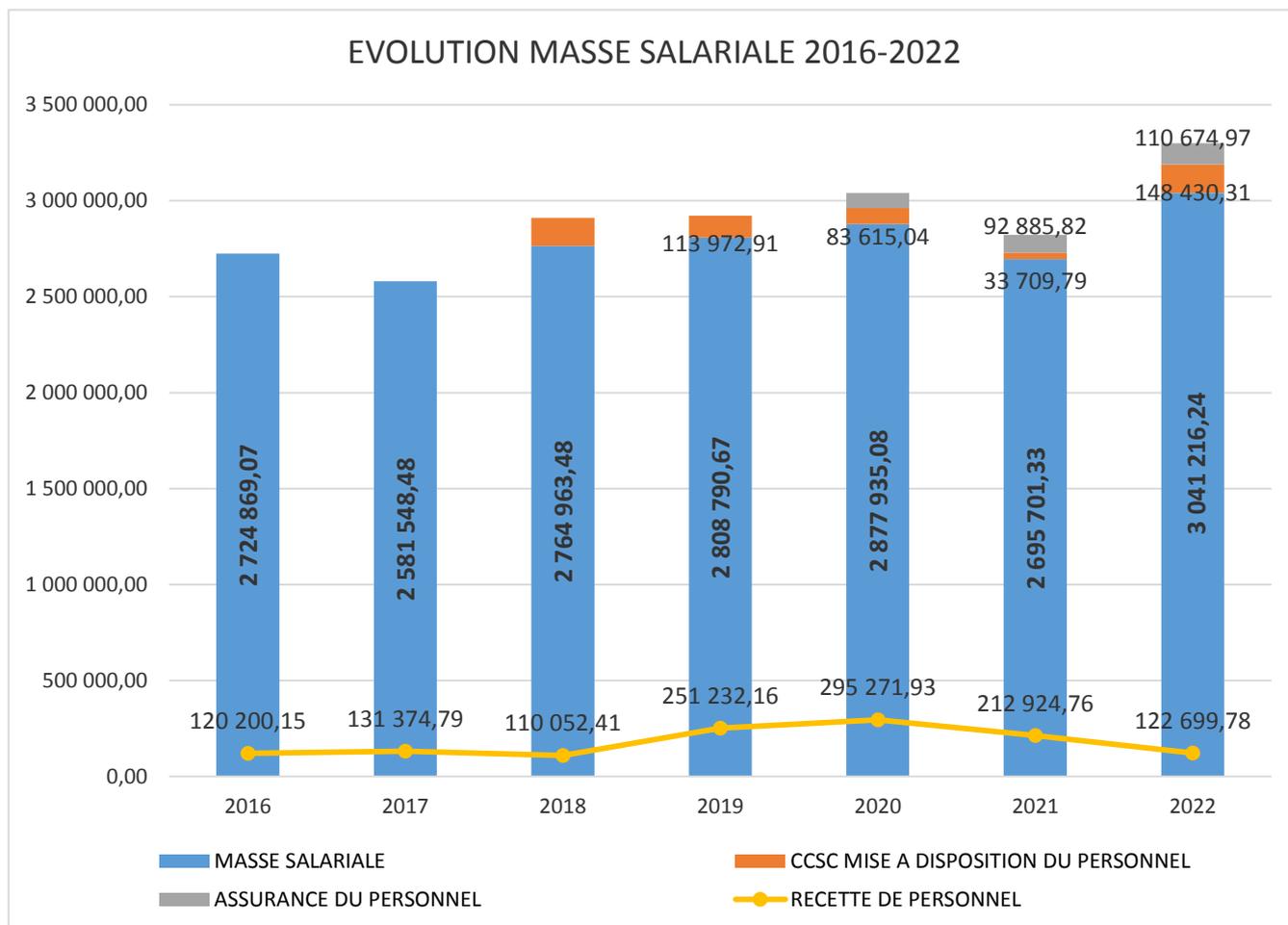
### 6.3 TAUX D'ABSENTEISME

TYPE D'ARRET	TOTAL	
Maladie ordinaire	73	53%
CMO et ASA COVID	47	34%
Accident de service (CNRACL IRCANTEC)	9	7%
Congés maternité	4	3%
Congés de longue durée et longue maladie	5	4%
<b>NOMBRE D'ARRETS TOTAL</b>	<b>138</b>	

### 6.4 DURÉE MOYENNE EN JOURS DES ARRÊTS PAR TYPOLOGIE :

TYPE D'ARRET	MOYENNE	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE D'ARRETS
Maladie ordinaire / COVID / AS COVID	19,18	2301	120
Accident de service (CNRACL IRCANTEC)	62,56	563	9
Congés maternité	155,25	621	4
Maladie de longue durée / Congé longue maladie	208,60	1043	5
<b>TOTAL</b>		<b>4528</b>	<b>138</b>

### 6.5 MASSE SALARIALE



	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Ch. - 012 Charges de personnel et frais</b>	2 724 869,07	2 581 548,48	2 764 963,48	2 808 790,67	2 877 935,08	2 695 701,33	3 041 216,24
CASC : Mise à disposition du personnel	0,00 €	0,00 €	0,00%	113 972,91	83 615,04	33 709,79	148 430,31
Assurance du personnel	0,00 €	0,00 €	0,00%	0,00	78 898,35	92 885,82	110 674,97
Masses salariales	2 724 869,07	2 581 548,48	2 619 300,45	2 694 817,76	2 715 421,69	2 569 105,72	2 782 110,96
			1,44%	2,80%	0,76%	-5,70%	7,66%

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Ch. - 012 Charges de personnel et frais</b>	120 200,15	131 374,79	110 052,41	251 232,16	295 271,93	212 924,76	122 699,78
Recettes assurance personnel	2 411,49 €	7 324,09	10 165,83	158 702,82	186 434,35	160 162,33	44 707,52
Recettes autres liées au 012	656,50	1 979,52	6 375,48	4 566,99	1 232,05	409,25	2 918,30
Recettes contrats aidés	117 132,16 €	122 071,18	93 511,10	87 962,35	107 605,53	52 353,18	75 073,96
			92,9%	35,0%	36,4%	24,6%	61,2%

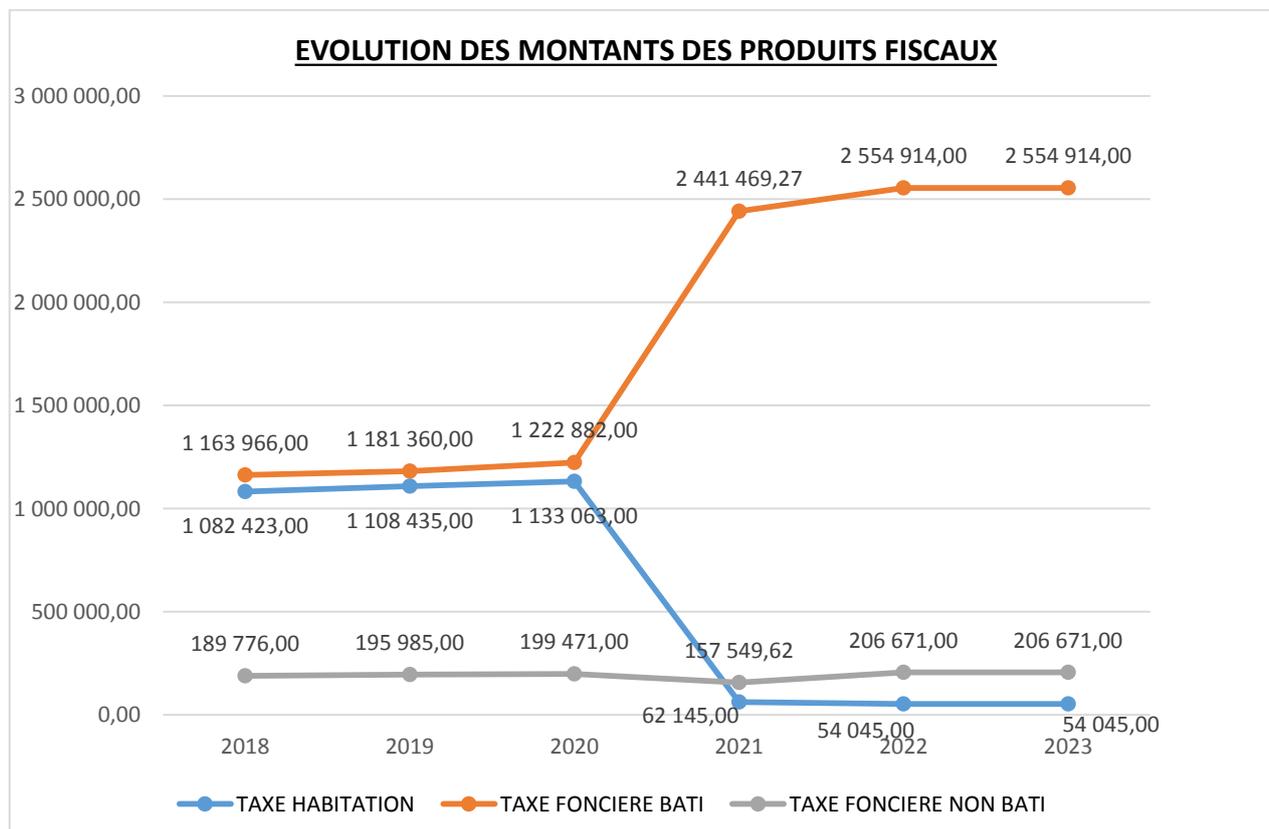
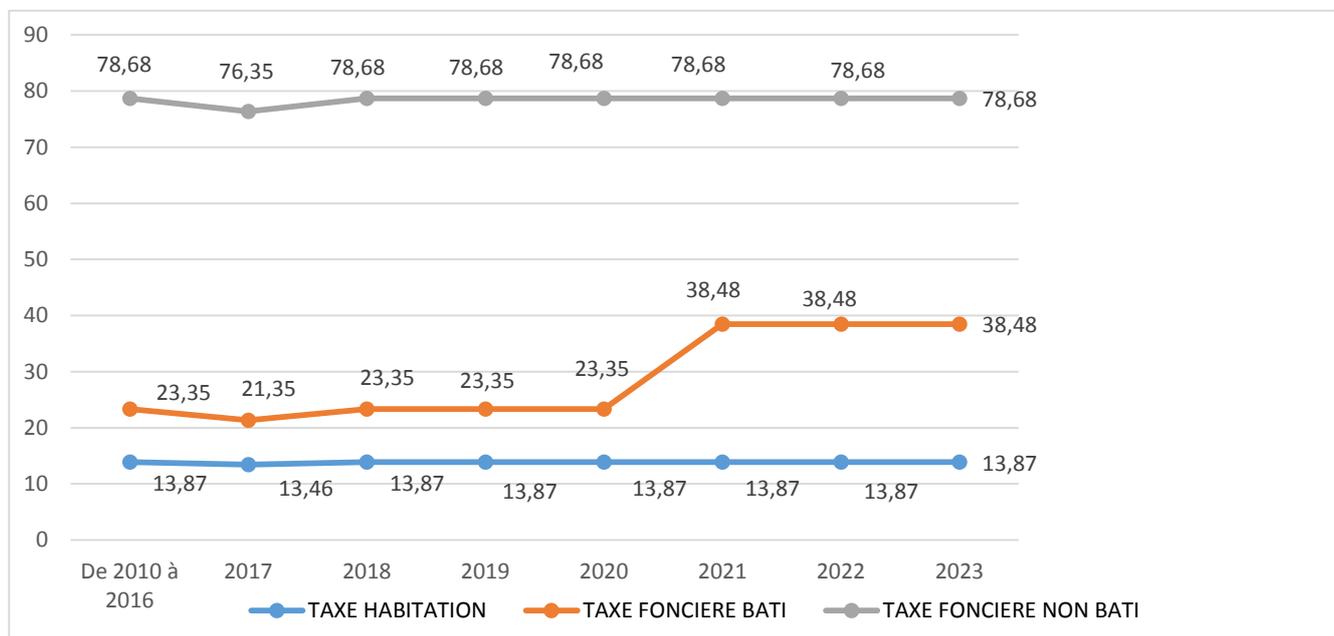
## V - EVOLUTION DU BUDGET DE LA COMMUNE de 2017 à 2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>DEPENSES FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 551 941,69</b>	<b>4 681 713,55</b>	<b>4 910 284,87</b>	<b>4 653 788,35</b>	<b>4 639 135,43</b>	<b>5 149 010,88</b>
011	872 880,80	796 540,62	903 454,27	659 405,28	702 787,81	844 757,62
012	2 581 548,48	2 764 963,48	2 808 790,67	2 877 935,08	2 694 941,92	3 041 216,24
014	59 564,00	65 513,00	82 102,00	73 666,00	56 591,00	57 157,00
65	655 329,05	685 808,95	681 174,32	626 311,21	618 453,30	651 721,00
66	154 881,42	143 775,22	132 406,55	119 540,30	104 846,11	96 005,82
67	2 988,20	5 324,20	6 520,55	100,00	9 215,70	3 275,38
					68	844,00
					67	3 275,38
					68	844,00
					042	454 033,82
	224 749,74	219 788,08	295 836,51	296 830,48	449 299,59	454 033,82
<b>RECETTES FONCTIONNEMENT</b>	<b>4 312 572,83</b>	<b>4 378 134,04</b>	<b>4 676 594,55</b>	<b>4 811 696,88</b>	<b>4 719 635,66</b>	<b>5 040 881,23</b>
013	9 303,61	16 541,31	163 269,81	187 666,40	160 162,33	45 834,97
70	377 694,38	396 394,67	381 966,65	373 769,36	340 066,17	445 063,05
73	2 474 081,91	2 632 084,93	2 737 765,98	2 801 219,81	2 990 339,46	3 149 010,56
74	1 339 900,04	1 281 865,21	1 233 483,17	1 341 454,11	1 164 217,64	1 120 846,21
75	25 616,46	22 082,61	20 799,94	13 320,05	15 103,22	14 678,24
76	491,65	121,12	184,12	183,48	221,78	447,42
77	34 860,82	26 741,28	130 306,64	65 989,04	21 213,66	206 458,42
					78	1 276,83
					042	57 265,53
	50 623,96	2 302,91	8 818,24	28 094,63	26 708,64	57 265,53
<b>DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>781 899,51</b>	<b>849 313,25</b>	<b>1 030 393,24</b>	<b>530 942,43</b>	<b>583 986,94</b>	<b>743 348,60</b>
16	295 548,17	294 028,86	303 329,33	315 093,97	311 336,55	340 151,31
20	64 619,37	55 814,44	24 202,84	14 876,56	28 514,78	13 140,79
21	345 925,29	243 329,95	174 564,16	105 158,64	95 882,40	289 899,13
23		241 228,09	504 360,81	42 327,01	11 803,00	34 098,00
204	15 000,00					
10						360,13
040	50 623,96	2 302,91	8 818,24	28 094,63	26 708,64	57 265,53
041	10 182,72	12 609,00	15 117,86	25 391,62	109 741,57	8 433,71
<b>RECETTES INVESTISSEMENT</b>	<b>343 073,23</b>	<b>792 741,44</b>	<b>825 064,97</b>	<b>535 077,33</b>	<b>956 759,86</b>	<b>557 975,39</b>
10	93 205,09	480 771,11	119 602,90	174 356,23	387 513,30	71 026,90
13	14 935,68	79 408,18	394 507,70	38 499,00	10 205,40	24 480,96
		21	165,07			
040	224 749,74	219 788,08	295 836,51	296 830,48	449 299,59	454 033,82
041	10 182,72	12 609,00	15 117,86	25 391,62	109 741,57	8 433,71
016					016	
RESULTAT DE L'EXERCICE FONCTIONNEMENT	-239 368,86	-303 579,51	-233 690,32	157 908,53	80 500,23	-108 129,65
RESULTAT DE L'EXERCICE INVESTISSEMENT	-438 826,28	-56 571,81	-205 328,27	4 134,90	372 772,92	-185 373,21
AFFECTATION 1068	-375 980,46					
RESULTAT REPORTE FONCTIONNEMENT	783 570,94	479 991,43	246 301,11	404 209,64	484 709,87	376 580,22
RESULTAT REPORTE INVESTISSEMENT	129 193,38	72 621,57	-132 706,70	-128 571,80	244 201,12	58 827,91

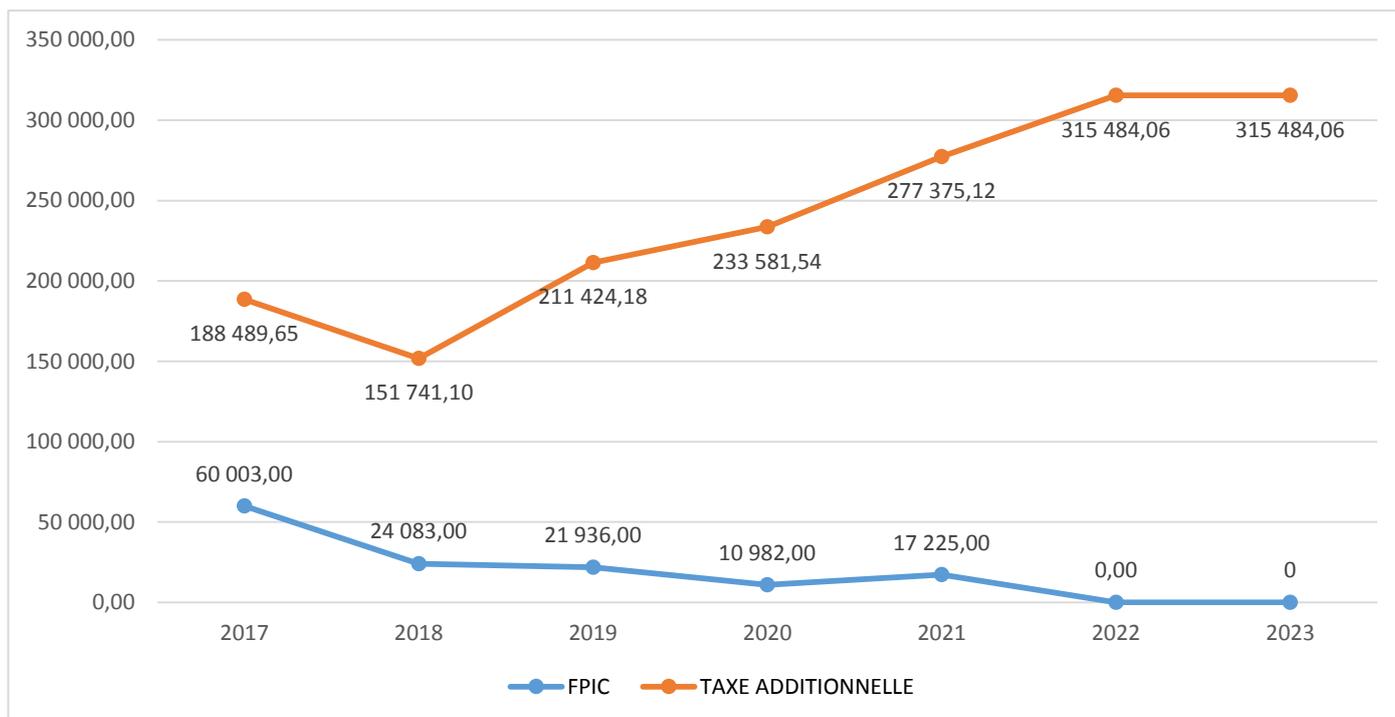
## VI - ORIENTATIONS DU BUDGET 2022

### 1. EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL

TAUX	De 2010 à 2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TAXE HABITATION	13,87	13,46	13,87	13,87	13,87	13,87	13,87	13,87
TAXE FONCIERE BATI	23,35	21,35	23,35	23,35	23,35	38,48	38,48	38,48
TAXE FONCIERE NON BATI	78,68	76,35	78,68	78,68	78,68	78,68	78,68	78,68

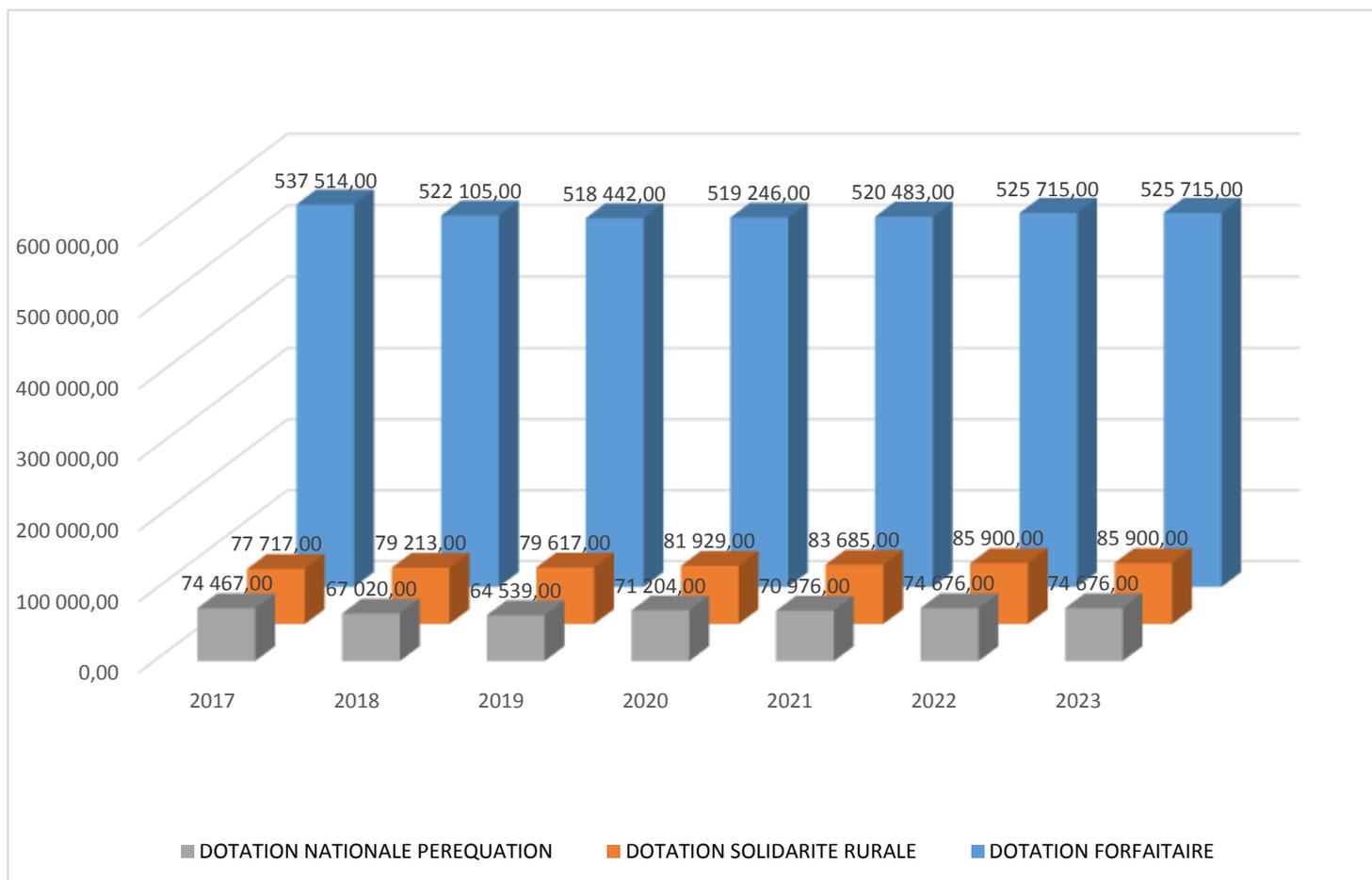


## EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL P-2



## EVOLUTION DES DOTATIONS DE L'ETAT

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	REALISE	REALISE	REALISE	REALISE	REALISE	REALISE	
DOTATION FORFAITAIRE	537 514,00	522 105,00	518 442,00	519 246,00	520 483,00	525 715,00	525 715,00
DOTATION SOLIDARITE RURALE	77 717,00	79 213,00	79 617,00	81 929,00	83 685,00	85 900,00	85 900,00
DOTATION NATIONALE PEREQUATION	74 467,00	67 020,00	64 539,00	71 204,00	70 976,00	74 676,00	74 676,00



## 2. PRINCIPALES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

DEPENSES INVESTISSEMENT 2023			TOTAL TTC	ORGANISME	TOTAL SUBVENTION
	Projets	Montant TTC			
ADMINISTRATION GENERALE	Serveur	36 036,47	36 036,47 €		0,00 €
SERVICES TECHNIQUES	Climatisation à reprendre	19 404,78	22 755,48 €	DSIL	13 274,03 €
	Passage en LED des bureaux	3 350,70		DSIL	
STATION DE POMPAGE	Mise en conformité des 2 pompes du chemin des Sences	5 500,00	17 260,00 €		
	Changement pompes n°8	11 760,00			
CCAS	Electricité	32 003,94	137 078,34 €	DSIL	11 423,20 €
	Gros oeuvres (peinture, plafonds, sols, cloiso	45 240,00		CVA	79 962,37 €
	Menuiserie	18 852,48			
	Plomberie	6 927,80			
	Climatisation	10 912,32			
	Accessibilité PMR	23 142,00			
STADES	Eclairage LED du Rugby	100 368,00	207 622,21 €	DSIL	34 792,96 €
	Eclairage Led terrain de football	62 520,00			
	Eclairage à LED des cours de tennis	40 080,00			
	Eclairage LED			CVA	
	Mise aux normes accessibilité et électrique des bâtiments	1 654,21		DSIL	101 484,00 €
	Opération 20 000 arbres - plantations	3 000,00		20 000 arbres	
HALTEROPHILIE	Mise aux normes climatisation	15 475,50	15 475,50 €	DSIL	9 027,38 €
DANSE	Accessibilité PMR	19 140,00	19 140,00 €	DETR	3 190,00 €
	Accessibilité PMR			CVA	9 570,00 €
ECOLE MATERNELLE	Climatiseurs garderie	5 925,89	45 097,78 €	DSIL	26 307,04 €
	Faux plafonds accoustiques petits	3 457,92		DSIL	
	Reprise des tuyaux de chauffage	35 713,97		DSIL	
ECOLE PREVERT	Mise en protection des escaliers	5 628,19	6 242,09 €	DSIL	3 641,22 €
	Refection bureau directeur (plafonds)	613,90		DSIL	
ECOLE LES MARRONNIERS	Réfection du mur de clôture	35 082,24	86 814,25 €	DSIL	50 641,65 €
	Pompe à chaleur	51 732,01		DSIL	
CRECHE	Sols souples dortoirs et salle grands	1 996,31	4 957,11 €	DSIL	2 308,31 €
	Mise en conformité des clotures interieures	1 960,80		DSIL	
	Plantation pour réalisation d'un brise vue	1 000,00		20 000 arbres	
ESPACES JEUNES	Réaménagement des espaces verts	3 500,00	3 500,00 €	20 000 arbres	
CMA	Jeux pour enfants	2 800,00	2 800,00 €	CAF	1 866,67 €
POLICE MUNICIPALE	Videoprotection	31 248,00	33 261,36 €	FIPD	13 020,00 €
	Remplacement 2 ordinateurs	2 013,36		Région sud	8 315,34 €
HYGIENE	3 défibrillateurs	11 607,18	11 607,18 €	CVA	5 803,59 €
				DETR	1 934,53 €
EGLISE	Relevé des décors peints	17 053,20	38 813,20 €	DRAC	
	Etude architecte	15 960,00			
	Photogrammétrie	5 800,00			
DIVERS BATIMENTS	Opération de relamping des bâtiments communaux (2022)		0,00 €	FONDS VERT	38 063,60 €
DEPENSES INVESTISSEMENT 2023		688 460,97			414 625,86 €

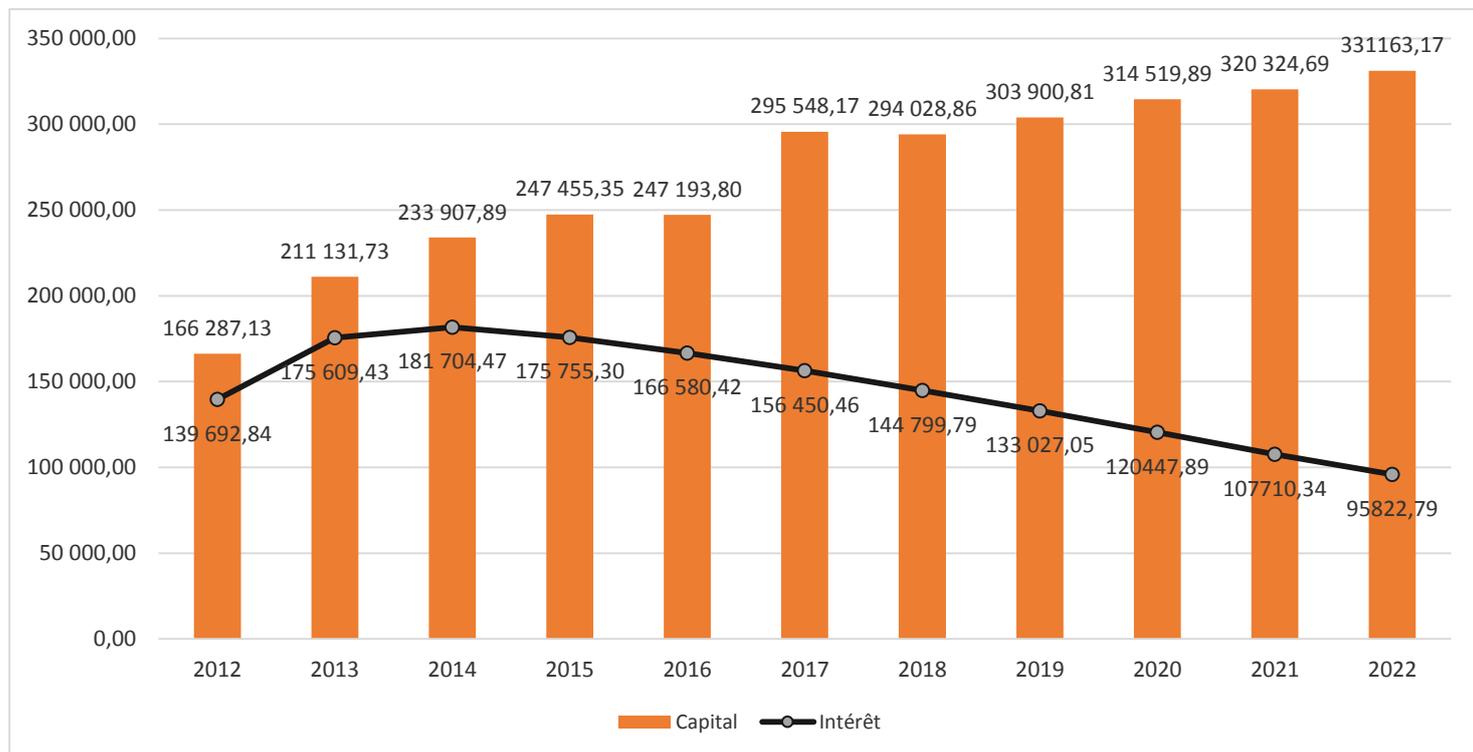
## 3. PREVISIONS BUDGETAIRES 2023

	Libellé	BUDGET N-1 2022	PROPOSITIONS BUDGET PRIMITIF 2023
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
<b>DEPENSES</b>		<b>5 298 259,97</b>	<b>5 468 000,56</b>
011	Charges à caractère général	900 735,05	1 054 782,85
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 047 546,00	3 103 407,41
014	Atténuations de produits	57 591,00	55 100,00
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement	76 937,83	33 150,30
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	456 376,29	455 000,00
65	Autres charges de gestion courante	656 593,80	678 360,00
66	Charges financières	96 080,00	82 200,00
67	Charges exceptionnelles	3 400,00	3 000,00
68	Dotations aux provisions (semi-budgétaires)	3 000,00	3 000,00
<b>RECETTES</b>		<b>5 298 259,97</b>	<b>5 468 000,56</b>
002	Résultat d'exploitation reporté	484 709,87	299 336,56
013	Atténuations de charges	70 000,00	94 303,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	61 841,10	0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes divers	344 960,00	441 507,00
73	Impôts et taxes	3 154 266,00	3 413 787,00
74	Dotations, subventions et participations	1 144 136,00	1 201 495,00
75	Autres produits de gestion courante	15 102,00	14 122,00
76	Produits financiers	230,00	450,00
77	Produits exceptionnels	20 015,00	0,00
78	Reprises sur provisions	3 000,00	3 000,00
<b>INVESTISSEMENT</b>			
<b>DEPENSES</b>		<b>1 998 843,57</b>	<b>1 810 794,03</b>
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	61 841,10	
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	108 301,34	
041	Opérations patrimoniales	11 500,00	
10	Dotations, subventions et participations		11 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	341 202,76	249 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	60 965,00	62 321,20
21	Immobilisations corporelles	1 162 679,55	1 350 894,49
23	Immobilisations en cours	252 353,82	137 078,34
<b>RECETTES</b>		<b>1 998 843,57</b>	<b>1 810 794,03</b>
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	244 201,12	58 527,91
021	Virement de la section d'exploitation (recettes)	76 937,83	33 150,30
024	Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	650 855,00	658 060,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	456 376,29	455 000,00
041	Opérations patrimoniales	108 301,34	
10	Dotations, fonds divers et réserves	126 165,00	103 148,00
13	Subventions d'investissement	336 006,99	502 907,82
16	Emprunts et dettes assimilées		
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		
23	Immobilisations en cours		

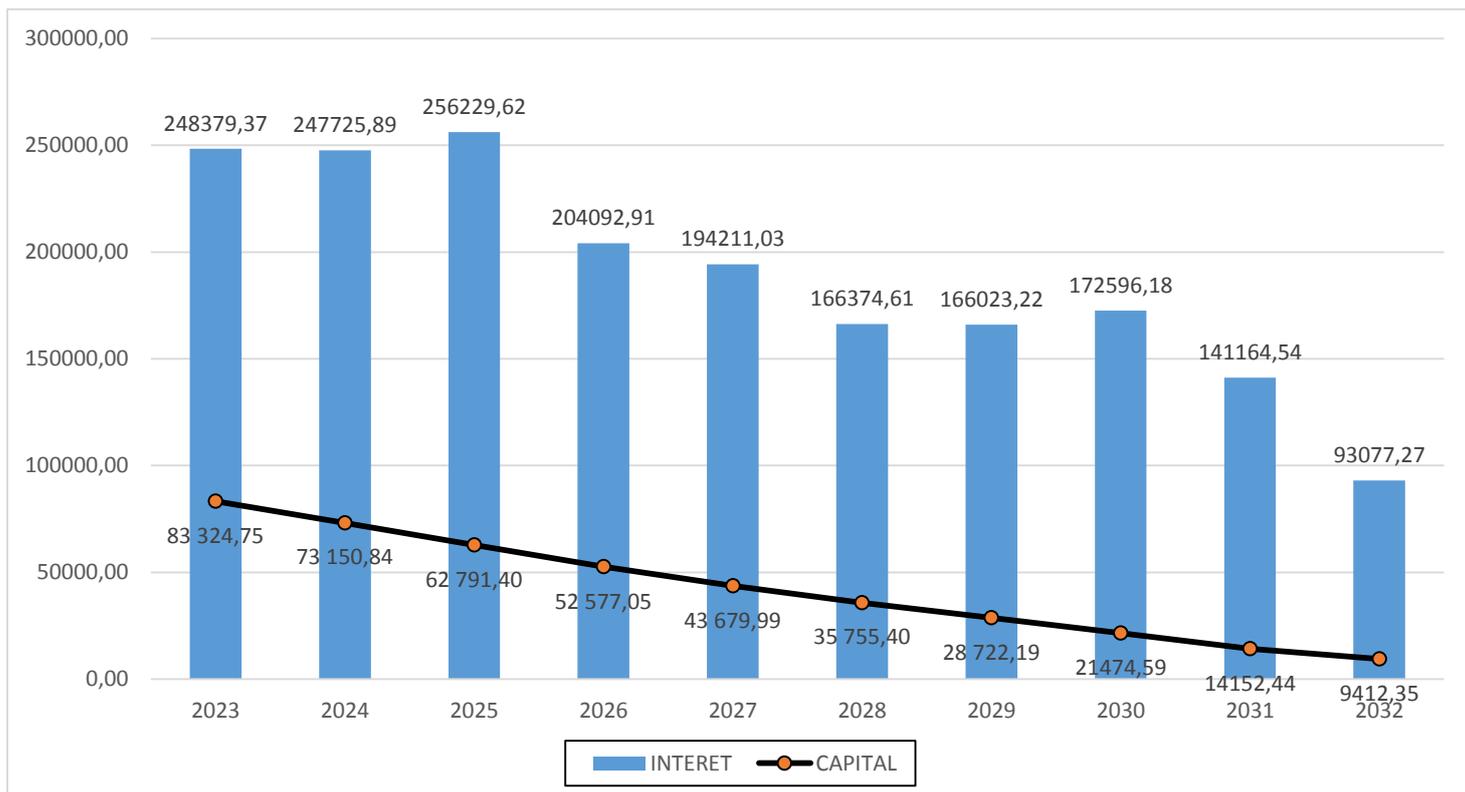
## VII - STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

### 1. STRUCTURE

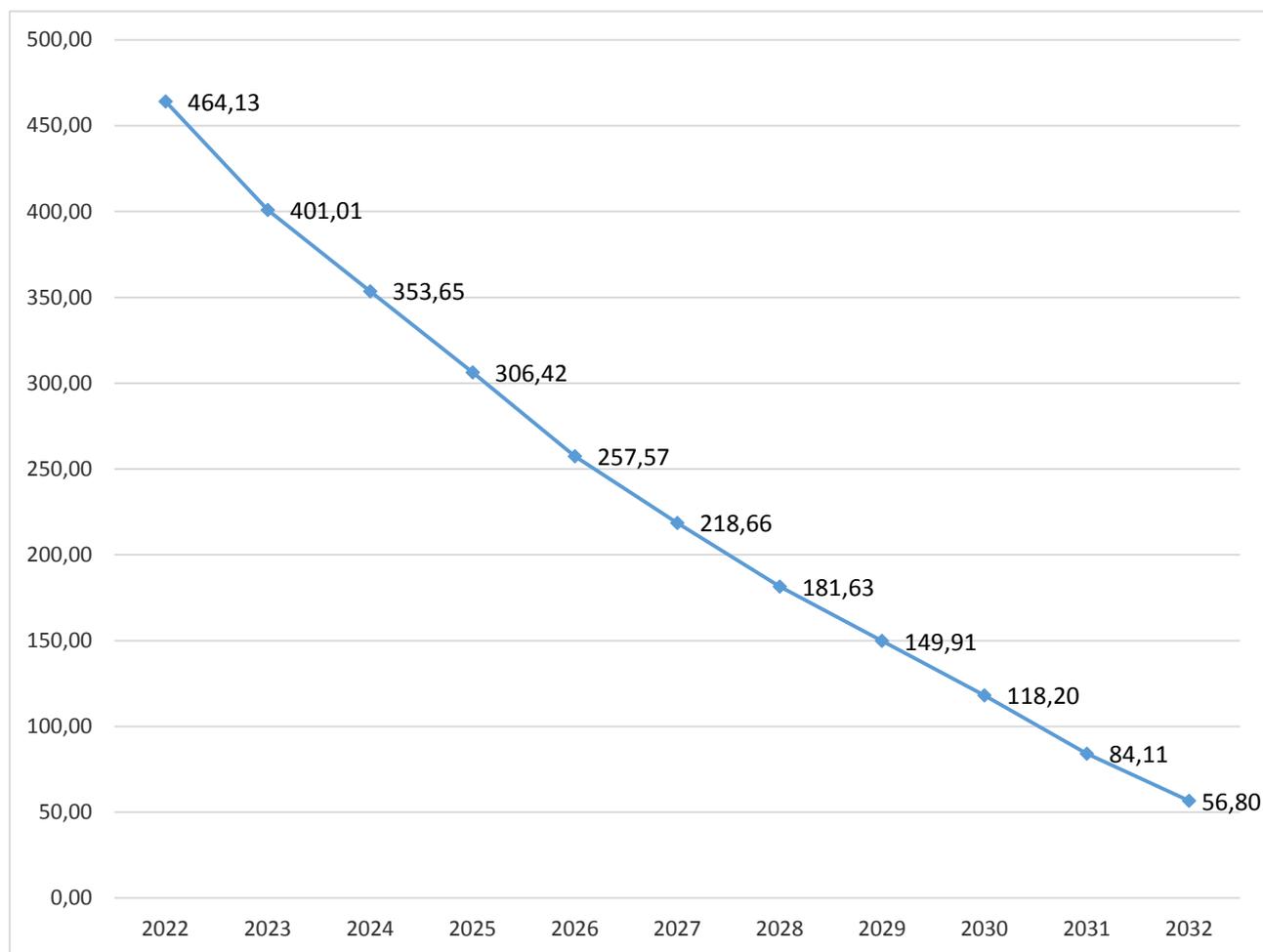
Evolution de la dette 2012-2022 :



Projection de la dette 2023-2032 :



## ENDETTEMENT PAR HABITANT



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV**  
**A2.2**

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé OR	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					5 113 000,00									
<b>1641 Emprunts en euros (total)</b>					5 113 000,00									
02067426/C2N264015PR	CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE	26/12/2010	2011-03-23	10/09/2011	400 000,00	F		4,020	4,020	EURO	S	X Autres	N	A-1
A29102M1	CAISSE D'EPARGNE	08/11/2010	2010-11-22	25/05/2011	365 201,20	F		3,300	3,300	EURO	S	X Autres	N	A-1
A29102M2	CAISSE D'EPARGNE	08/11/2010	2010-11-22	25/05/2011	280 000,00	F		3,600	3,600	EURO	S	X Autres	N	A-1
A291209G	CAISSE D'EPARGNE	19/04/2012	2012-06-22	25/08/2012	300 000,00	F		4,850	4,850	EURO	T	X Autres	N	A-1
A29120SM	CAISSE D'EPARGNE	03/04/2008	2012-12-03	25/04/2013	400 000,00	F		4,550	4,550	EURO	T	X Autres	N	A-1
A2913119	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2013	2013-12-31	30/03/2014	300 000,00	F		4,400	4,400	EURO	T	X Autres	N	A-1
C20C1L017PR	CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE	19/12/2011	2011-12-19	12/03/2012	180 000,00	F		4,830	4,830	EURO	T	X Autres	N	A-1
C28GPD019PR	CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE	03/04/2008	2012-11-07	06/02/2013	400 000,00	F		4,720	4,720	EURO	T	X Autres	N	A-1
CONTRAT C2TVG0012PR	CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE	05/05/2011	2011-06-15	10/08/2011	1 000 000,00	F		4,520	4,520	EURO	T	X Autres	N	A-1
DOSSIER A2909820	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2009	2009-12-24	25/06/2010	800 000,00	F		3,900	3,900	EURO	S	X Autres	N	A-1
DOSSIER N° 15988	SOCIETE GENERALE	24/11/2005	2005-12-05	05/06/2006	300 000,00	F		3,490	3,490	EURO	S	X Autres	N	A-1
MONZ73256EUR/0291891/001	DEXIA	18/11/2010	2010-12-09	01/04/2011	33 669,70	F		1,820	1,820	EURO	T	X Autres	N	A-1
MONZ73297EUR/0291892/001	DEXIA	18/11/2010	2010-12-09	01/04/2011	101 099,10	F		3,330	3,330	EURO	T	X Autres	N	A-1
N° 5029933	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/12/2013	2014-01-16	01/05/2015	253 000,00	F		2,250	2,250	EURO	T	P	N	A-1
<b>1643 Emprunts en devises (total)</b>					0,00									
<b>1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)</b>					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché le

ID : 084-218400166-20230317-2023\_011-DE

Commune de Bédarrides - Commune de Bédarrides - CA - 2022

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché le

ID : 084-218400166-20230317-2023\_011-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>5 113 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1016077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV**  
**A2.2**

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICHE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	Capital	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		2 102 862,30					95 822,79	0,00	331 163,17	11 914,12
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 102 862,30					95 822,79	0,00	331 163,17	11 914,12
02067426CZ2N264015PR	N	0,00	A-1	216 000,00	13,50			4,020	9 185,60	0,00	16 000,00	2 677,32
A29102M1	N	0,00	A-1	88 038,45	3,00			3,300	3 597,17	0,00	27 476,81	290,53
A29102M2	N	0,00	A-1	176 083,09	13,00			3,600	6 622,20	0,00	10 467,82	633,90
A291209G	N	0,00	A-1	113 655,54	4,50			4,858	6 185,60	0,00	22 079,64	561,23
A29120SM	N	0,00	A-1	139 999,87	5,25			4,550	7 128,33	0,00	26 666,68	1 167,83
A2913119	N	0,00	A-1	196 524,24	11,00			4,400	9 023,38	0,00	13 609,62	24,02
C20CLL017PR	N	0,00	A-1	102 324,53	9,00			4,830	5 211,78	0,00	8 874,66	280,84
C28GPD019PR	N	0,00	A-1	246 081,24	10,00			4,720	12 174,05	0,00	18 839,03	1 774,52
CONTRAT C2TVG0012PR	N	0,00	A-1	535 478,12	8,50			4,520	25 640,61	0,00	50 582,59	3 428,84
DOSSIER A2909820	N	0,00	A-1	8 800,00	0,50			3,900	3 258,45	0,00	89 300,00	5,72
DOSSIER N° 15988	N	0,00	A-1	59 442,00	3,00			3,490	2 594,29	0,00	18 465,17	151,49
MON273296EUR0291891001	N	0,00	A-1	8 099,82	3,25			1,820	174,74	0,00	2 397,58	36,85
MON273297EUR0291892001	N	0,00	A-1	26 356,68	3,25			3,330	1 035,57	0,00	7 554,67	219,42
N° 5029933	N	0,00	A-1	185 978,72	17,25			2,250	4 021,02	0,00	8 858,90	691,61
<b>1643 Emprunts en devises (total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>1671 Avances consolidées du Trésor (total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>1675 Dettes pour MIETP et PPP (total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché le

ID : 084-218400166-20230317-2023\_011-DE

Commune de Bédarides - Commune de Bédarides - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N										Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant d0 au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)						
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>2 102 862,30</b>					<b>331 163,17</b>	<b>95 822,79</b>	<b>0,00</b>	<b>11 914,12</b>		

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 6611 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023

Affiché le

ID : 084-218400166-20230317-2023\_011-DE